



BP 823 - 98845 Nouméa Nouvelle-Calédonie
Tél : (687) 28 31 56 - 27 54 81
Fax : (687) 28 81 48
e-mail : itsee@itsee.nc

Directeur de la Publication
G. Baudchon

Responsable Études Économiques
C. Lembège Annonier

Rédacteur : Élise Desmazures

Responsable Publications et
conception graphique
M. Messing Colmet Daage

Réalisation : F. Belpadrome

Crédit photos

Eric Dell'erba : lycée de Lifou, maternelle de Kaala-Gomen, lycée du Grand Nouméa, collège de Hienghène

Marie Messing Colmet Daage : cantine de l'école J. Trouillot, collège de Kaméré, transport et fournitures scolaires

Site web : www.isee.nc

Vente
1 200 F.CFP, avion 15,08 EUR
Dépôt légal
ISSN 0758-0029

Toute reproduction est autorisée avec
indication précise de la source :
ND N° 95, ISEE
Édition : Août 2005



NOTES ET
DOCUMENTS

ISEE

Avant propos

L'éducation est un enjeu majeur pour la Nouvelle-Calédonie qui doit faire face à un double défi : former une population jeune, lui permettant ainsi de répondre aux besoins de l'économie, et préparer le transfert des compétences prévu par l'Accord de Nouméa. Dans cette perspective, un colloque sur l'enseignement en Nouvelle-Calédonie s'est tenu en 2002, duquel est ressortie la nécessité d'identifier les coûts liés à l'éducation au sens large, c'est-à-dire tout au long de la vie. C'est pourquoi le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a chargé l'ISEE d'élaborer un compte de l'éducation.

Pour le réaliser, l'ISEE s'est basé sur la méthode utilisée en France par le ministère de l'éducation nationale (publiée dans le Dossier Education et Formations n° 7) qu'il a adaptée à la Nouvelle-Calédonie. Ce compte satellite de la comptabilité nationale a pour but de rassembler dans une série de tableaux cohérents l'ensemble des flux financiers intervenant dans le domaine de l'éducation afin d'évaluer ce qu'elle coûte à l'ensemble de la collectivité, d'étudier son financement et de déterminer les coûts des différents niveaux d'enseignement et des différentes activités.

Cette publication présente les résultats de l'étude qui porte sur les années 2000 à 2003. Elle a pour vocation d'être poursuivie chaque année, avec des améliorations.

Le Directeur de l'ISEE

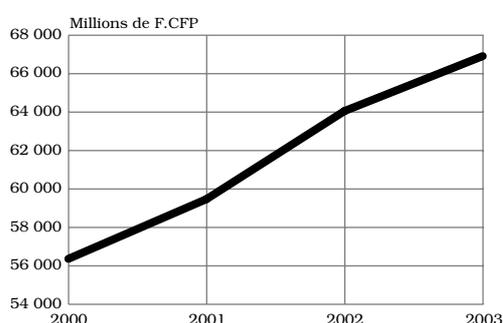
Gérard BAUDCHON

Sommaire

Vue d'ensemble	2	Les activités d'enseignement	8
Le financement	4	Les activités annexes	12
L'État	4	Les biens et services "connexes"	13
La Nouvelle-Calédonie	5	Le secteur de production du domaine	14
Les provinces	5	Les producteurs d'enseignement	14
Les communes	6	Les autres producteurs du domaine	17
Les autres administrations publiques	6	Annexes	18
Les entreprises	7	La population scolaire	18
Les ménages	7	Les comptes annuels de 2000 à 2003	19
Les activités du domaine	8	Le traitement des données	47

66,9 milliards de F.CFP ont été dépensés pour l'éducation en 2003, soit 298 000 F.CFP par habitant, ou 881 944 F.CFP par élève

Évolution de la dépense intérieure d'éducation en Nouvelle-Calédonie



La dépense intérieure d'éducation - mesure de l'effort consenti par la collectivité nationale pour le fonctionnement du système éducatif en Nouvelle-Calédonie - s'est élevée à 66,9 milliards de F.CFP en 2003 contre 64,1 milliards en 2002, 59,5 milliards en 2001 et 56,4 milliards en 2000. Ces montants traduisent une progression annuelle des dépenses de 4,5% en 2003 après 7,7% en 2002 et 5,5% en 2001.

Les comptes de l'éducation de la Nouvelle-Calédonie évaluent la dépense "intérieure" d'éducation, c'est-à-dire la somme :

- des financements reçus par les producteurs d'activités caractéristiques résidents,
- des dépenses effectuées sur le territoire pour acquérir des biens et services connexes,
- des transferts éventuels reçus par les bénéficiaires résidents (seules les bourses et compensations versées aux bénéficiaires du programme "Cadre Avenir" ne sont pas reprises dans les comptes puisque leur utilisation se fait principalement en dehors de la Nouvelle-Calédonie).

Il s'agit donc de la somme des dépenses suivantes :

- les dépenses pour les activités d'enseignement de type scolaire de tous niveaux (1^{er} degré, 2nd degré, enseignement supérieur, enseignement artistique, apprentissage) effectuées dans les établissements publics ou privés (y compris dans les Maisons Familiales et Rurales) ;

- les dépenses pour les formations de type extrascolaire : formation professionnelle continue, y compris la formation interne aux entreprises ou aux administrations, cours du soir, etc. ;
- les dépenses pour les activités visant à organiser le système : administration générale, orientation ;
- les dépenses pour les activités destinées à favoriser ou accompagner la fréquentation des établissements scolaires : cantines et internats, médecine scolaire, transport scolaire ;
- les achats de livres, de fournitures scolaires, d'habillement demandés par les institutions scolaires ;
- les dépenses de rémunération des personnels d'éducation en formation (pour le moment uniquement des élèves instituteurs et professeurs des écoles).

Sur la base d'une estimation de 225 000 habitants en moyenne sur l'année, il apparaît que la dépense intérieure en faveur de l'éducation représente environ 298 000 F.CFP par habitant en 2003. La dépense par habitant en métropole est estimée à 215 990 F.CFP la même année.

A titre indicatif (en l'absence d'estimation du PIB pour les années étudiées), la dépense intérieure d'éducation de 2000 représente 13,8% du PIB de 1999 et la dépense hors formation continue 13,3%. En métropole, la dépense d'éducation hors formation continue par rapport au PIB est égale à 6,1% en 2002, ce qui est supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE (5,5%) et inférieur aux Etats-Unis (7,0%).

Le poids relativement important de la dépense d'éducation en Nouvelle-Calédonie, au regard de la dépense par habitant et surtout de la part du PIB qu'elle représente, peut s'expliquer par la jeunesse de la population. En effet, les moins de 20 ans représentent environ 25% de la population métropolitaine et 40% de la population calédonienne.

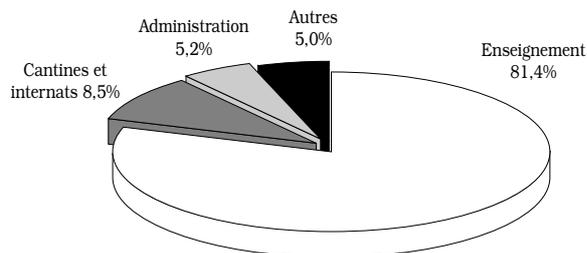
La population scolaire de la Nouvelle-Calédonie est de 71 263 élèves en 2003. 52,0% d'entre eux suivent un enseignement du 1^{er} degré, 44,0% un enseignement du 2nd degré et 4,0% un enseignement post-baccalauréat.

Avertissement : la dépense d'éducation moyenne par élève comprend la totalité des dépenses et des activités dans les établissements publics et privés, à l'exclusion des activités extrascolaires (formation continue et autres activités extrascolaires), de l'apprentissage et de l'enseignement artistique. Les activités annexes et autres activités sont ventilées par niveau d'enseignement en utilisant les comptes des producteurs d'activités et des clés de répartition les plus proches possibles de l'activité concernée. Ceci explique, en particulier, la fragilité spécifique des dépenses moyennes d'éducation par niveau d'enseignement.

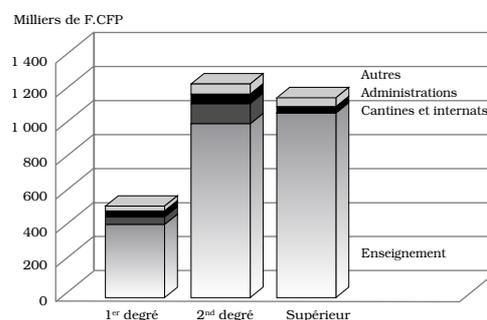
La dépense d'éducation moyenne par élève en 2003 s'élève à 881 944 F.CFP. L'essentiel de cette dépense correspond à l'enseignement (81,4%) qui est suivi par l'activité de cantines et internats (8,5%). L'administration générale et les autres activités, biens et services (la médecine scolaire, l'orientation, la documentation, le transport, les fournitures, ...) constituent respectivement 5,2% et 5,0% de la dépense moyenne par élève.

Ce montant ne traduit pas les différences de coûts moyens par élève pour les divers niveaux d'enseignement qui s'expliquent principalement par des différences liées à l'encadrement en personnel enseignant et non enseignant. Ainsi, dans le 1^{er} degré, la dépense moyenne par élève est de 540 708 F.CFP, dans le 2nd degré de 1 258 467 F.CFP, et dans le supérieur de 1 177 478 F.CFP.

Composition de la dépense d'éducation moyenne par élève en 2003



Dépense moyenne par élève, par niveau en 2003



www.isee.nc

Venez visiter notre site.

Sa mise à jour régulière vous informe sur l'évolution économique de la Nouvelle-Calédonie.

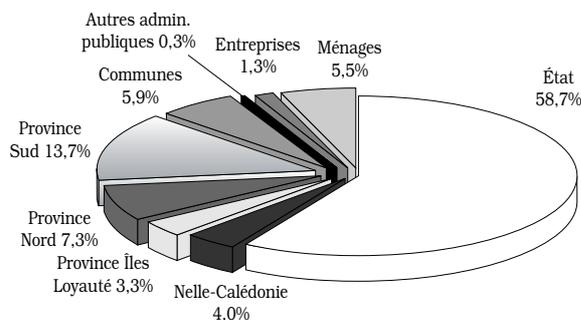
Avec plus de 40 milliards de F.CFP de financement initial, l'État est le principal financeur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie

Afin d'adapter le modèle métropolitain aux spécificités de la Nouvelle-Calédonie, les unités de financement retenues sont :

- l'État,
- la Nouvelle-Calédonie,
- les provinces, traitées distinctement,
- les communes,
- les "autres unités du secteur public" qui comprennent les chambres consulaires et les établissements publics de la Nouvelle-Calédonie pour leur cotisation à l'IFPA,
- les entreprises,
- les ménages.

Le financement public est largement prédominant puisqu'il représente environ 93% des dépenses d'éducation après transferts sur les quatre années étudiées.

Le financement du secteur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie par financeur final en 2003



La notion de financement initial et de financement final sous-entend l'existence de transferts entre les différentes unités de financement. Par exemple, la dotation globale de construction et d'équipement des collèges constitue un transfert entre l'État et les provinces.

Si l'on étudie le **financement initial**, cette dotation sera affectée à l'État, qui la verse, déterminant ainsi la charge effectivement supportée par cet agent, tandis que les dépenses des provinces seront évaluées après déduction, entre autres, de la dotation reçue.

Si, en revanche, cette dotation est comptabilisée dans la dépense des provinces et retranchée de celle de l'État, on parlera de **financement final**, notion qui permet d'étudier la relation entre le dernier financeur (ici les provinces) et, soit le producteur, soit l'activité d'éducation.

Il en est de même pour les bourses d'études qui apparaissent en financement initial aux budgets des collectivités et en financement final, après leur transfert, au ni-

veau des ménages (dernier financeur) qui les utilisent pour les besoins de scolarisation des élèves ou étudiants.

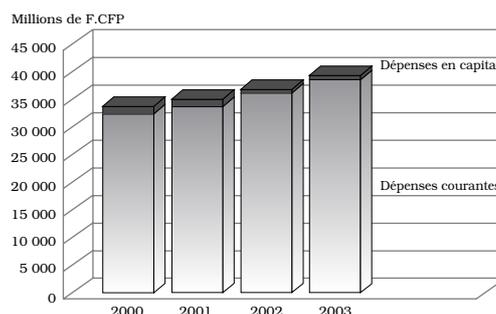
Le financement du secteur de l'éducation en 2003 en Nouvelle-Calédonie par financeur initial et financeur final

Unités : millions de F.CFP, %	Financement initial	Financement final
État	42 362	39 255
Nouvelle-Calédonie	2 373	2 651
Province Îles Loyauté	2 156	2 228
Province Nord	4 992	4 877
Province Sud	8 806	9 195
Communes	3 634	3 917
Autres unités du secteur public	230	230
TOTAL PUBLIC	64 553	62 352
Entreprises	938	878
Ménages	1 423	3 684
TOTAL GENERAL	66 914	66 914

L'État

L'État est le principal financeur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie, puisque avec un financement après transferts de 39,3 milliards de F.CFP, sa part représente 58,7% du financement total en 2003. De plus, sa participation effective, c'est-à-dire son financement avant transferts aux autres agents, s'élève à 42,4 milliards de F.CFP, soit 63,3% de la dépense intérieure d'éducation en 2003. Le poids de l'État dans le financement de l'éducation s'explique par sa part prépondérante dans la prise en charge des rémunérations des personnels, premier poste de la dépense du système éducatif.

Financement final par l'État des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Sa participation relative au financement de l'éducation diminue sur les quatre années étudiées (elle passe de 64,0% en 2000 à 63,3% en 2003 en tant que financeur initial), mais les montants versés sont en progression (de 17,3% sur la période). Il s'agit essentiellement de dépenses courantes, les charges de personnel versées directement par l'État représentant plus de 80% de ces dépenses courantes.

Les transferts de l'État vers les autres agents sont constitués principalement de dotations pour les collèges et le transport scolaire, de participation à des contrats de plan et de bourses.

Le financement de l'État va principalement aux activités d'enseignement, en particulier à l'enseignement du 2nd degré. Rappelons toutefois que les dépenses pour l'activité de cantines et internats sont sous-évaluées au pro-

fit des dépenses pour les activités d'enseignement, puisque les sources d'informations disponibles ne font pas toujours la distinction entre ces activités.

En Nouvelle-Calédonie, l'État est compétent en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement du 2nd degré public et privé (hors réalisation et entretien des collèges) et d'enseignement du 1^{er} degré privé. Il est également compétent en matière de santé scolaire, mais elle est assurée par les provinces auxquelles est versée une compensation.

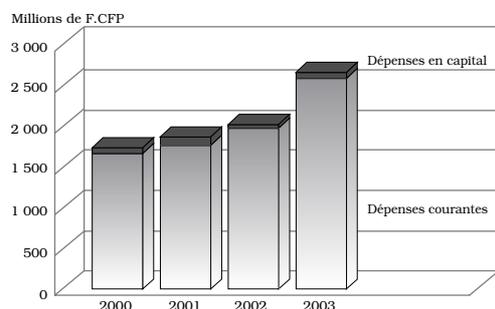
Financement final de l'État des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	30 208	1 904	223	32 335
	Dépenses en capital	1 218	141	0	1 359
	Dépenses totales	31 426	2 045	223	33 694
2001	Dépenses courantes	31 469	1 952	200	33 620
	Dépenses en capital	997	331	0	1 328
	Dépenses totales	32 467	2 283	200	34 949
2002	Dépenses courantes	33 641	2 223	221	36 084
	Dépenses en capital	284	378	0	662
	Dépenses totales	33 924	2 601	221	36 746
2003	Dépenses courantes	35 840	2 438	237	38 516
	Dépenses en capital	683	55	0	739
	Dépenses totales	36 524	2 494	237	39 255

La Nouvelle-Calédonie

Avec 2,7 milliards de F.CFP en 2003, la part du financement final de la Nouvelle-Calédonie en faveur de l'éducation représente 4,0% de la dépense intérieure d'éducation. Cette participation enregistre une progression de 53,4% sur les 4 années étudiées, principalement sous l'influence de l'augmentation marquée des dépenses pour la formation professionnelle continue (+328 millions de F.CFP), de l'administration générale (+248 millions) et de l'enseignement supérieur (+202 millions).

Financement final par la Nouvelle-Calédonie des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Le financement initial de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 2,4 milliards de F.CFP, il représente 3,5% de la dépense intérieure en 2003. Il est inférieur à son financement final, ce qui signifie que la Nouvelle-Calédonie bénéficie de transferts spécifiquement destinés à l'éducation de la part des autres agents (plus particulièrement de l'État et des entreprises).

Les dépenses de la Nouvelle-Calédonie sont essentiellement des dépenses courantes.

Les activités d'enseignement constituent le premier poste de dépenses d'éducation de la Nouvelle-Calédonie, en particulier, la formation professionnelle continue. En effet, elle est compétente en matière de formation continue et gère à ce titre un fonds qui lui est destiné. Ce fonds est alimenté par le biais de contrats de développement passés avec l'État, de versements par les entreprises au titre de leur obligation en matière de formation et par le budget de la Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie a également à sa charge des établissements d'enseignement post-baccalauréat : le Centre de Formation des Professions de Santé (qui est devenu l'IFPSS) et l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie.

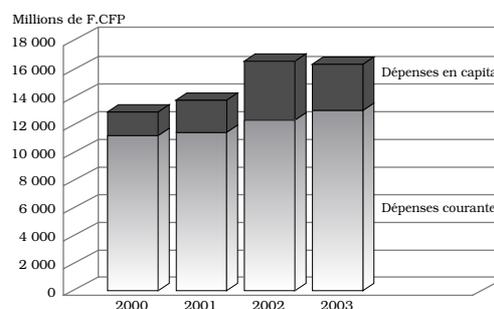
Financement final de la Nouvelle-Calédonie des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	1 204	134	317	1 656
	Dépenses en capital	71	2	0	72
	Dépenses totales	1 275	136	317	1 728
2001	Dépenses courantes	1 257	153	346	1 757
	Dépenses en capital	104	0	0	104
	Dépenses totales	1 361	153	346	1 860
2002	Dépenses courantes	1 372	232	362	1 967
	Dépenses en capital	47	0	0	47
	Dépenses totales	1 419	232	362	2 013
2003	Dépenses courantes	1 749	386	443	2 578
	Dépenses en capital	72	0	0	72
	Dépenses totales	1 822	386	443	2 651

Les provinces

Le financement final des provinces en faveur de l'éducation s'élève à 16,3 milliards de F.CFP, soit 24,4% de la dépense intérieure d'éducation. Leurs dépenses augmentent de 26,7% entre 2000 et 2003, malgré une diminution enregistrée en 2003. Ces variations peuvent s'expliquer par l'effort consenti en matière de construction des collèges, en particulier dans les provinces Iles Loyauté et Sud.

Financement final par les provinces des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



La participation effective (avant transferts) des provinces à l'éducation, 16,0 milliards de F.CFP, est assez proche de leur participation finale. En effet, les provinces perçoivent au titre de l'éducation des transferts de l'État, mais effectuent également des transferts à l'attention des ménages sous forme de bourses.

Les activités d'enseignement constituent également le poste principal des dépenses d'éducation des provinces, en particulier les activités d'enseignement du 1^{er} degré (les provinces rémunèrent les enseignants du public) et les activités du 2nd degré 1^{er} cycle (les provinces financent la construction des collèges).

Les dépenses en faveur des activités annexes sont relativement importantes en raison des charges liées aux internats provinciaux.

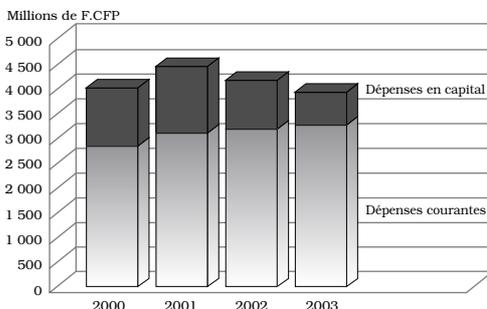
Financement final des provinces des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	7 610	3 429	123	11 163
	Dépenses en capital	1 240	453	9	1 702
	Dépenses totales	8 850	3 883	132	12 865
2001	Dépenses courantes	7 853	3 390	147	11 391
	Dépenses en capital	2 030	291	0	2 321
	Dépenses totales	9 883	3 681	147	13 711
2002	Dépenses courantes	8 374	3 720	186	12 280
	Dépenses en capital	3 644	602	0	4 246
	Dépenses totales	12 018	4 322	186	16 526
2003	Dépenses courantes	9 095	3 726	151	12 972
	Dépenses en capital	2 975	289	64	3 328
	Dépenses totales	12 070	4 015	215	16 300

Les communes

La participation des communes en tant que financeur final à la dépense intérieure d'éducation représente 5,9% en 2003, soit 3,9 milliards de F.CFP. Entre 2000 et 2003, leurs dépenses diminuent de 2,2%, mais ce sont les dépenses en capital qui enregistrent une nette diminution (-43,7%), tandis que les dépenses courantes progressent de 15,0%.

Financement final par les communes des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Les communes ont à leur charge la rémunération du personnel non enseignant et l'entretien des écoles publiques, ce qui explique que les activités d'enseignement et plus spécifiquement l'enseignement du 1^{er} degré représentent plus de la moitié de leurs dépenses. A noter qu'en raison de la participation des communes aux coûts de transport scolaire, les biens et services liés représentent plus de 20% des dépenses communales en faveur de l'éducation.

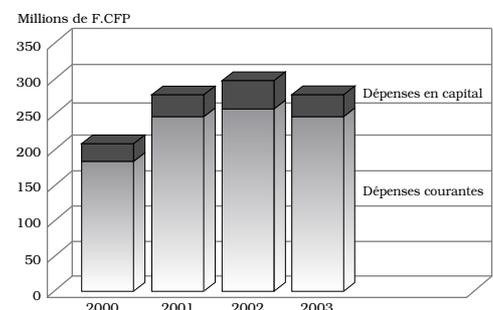
Financement final des communes des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	1 593	384	853	2 830
	Dépenses en capital	1 065	79	32	1 176
	Dépenses totales	2 658	463	885	4 006
2001	Dépenses courantes	1 780	412	902	3 094
	Dépenses en capital	1 303	20	23	1 346
	Dépenses totales	3 084	432	925	4 440
2002	Dépenses courantes	1 861	408	905	3 174
	Dépenses en capital	940	34	13	986
	Dépenses totales	2 801	442	917	4 160
2003	Dépenses courantes	1 984	410	862	3 255
	Dépenses en capital	621	41	0	662
	Dépenses totales	2 604	451	862	3 917

Les autres administrations publiques

Il s'agit des établissements consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture et Chambre des Métiers) et des établissements publics territoriaux qui cotisent au titre de la formation professionnelle continue auprès de l'Institut de Formation du Personnel Administratif (actuel Institut de Formation de l'Administration Publique).

Financement final par les autres administrations publiques des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



La participation des "autres administrations publiques", après transferts, à la dépense intérieure d'éducation, représente 0,3% en 2003 avec 0,2 milliard de F.CFP. Elle progresse sensiblement en 2001 (+32,9%) en raison des retombées de la taxe d'apprentissage. Il s'agit principalement de dépenses cou-

Financement final autres administrations des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	183	0	0	183
	Dépenses en capital	25	0	0	25
	Dépenses totales	209	0	0	209
2001	Dépenses courantes	246	0	0	246
	Dépenses en capital	31	0	0	31
	Dépenses totales	277	0	0	277
2002	Dépenses courantes	257	0	0	257
	Dépenses en capital	40	0	0	40
	Dépenses totales	297	0	0	297
2003	Dépenses courantes	190	0	0	190
	Dépenses en capital	40	0	0	40
	Dépenses totales	230	0	0	230

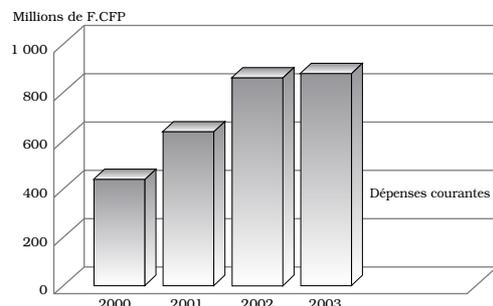
rantes, mais il faut noter que la prise en charge par les établissements consulaires est sous-évaluée (en particulier les dépenses en capital) puisqu'il existe des dépenses communes aux autres activités de ces établissements qui ne sont pas prises en compte.

Ces administrations publiques ne financent que des activités d'enseignement. En 2003, 49,6% vont à l'apprentissage, dispensé par les centres de formation des apprentis des établissements consulaires, 39,6% à la formation professionnelle continue et 10,9% à l'enseignement supérieur.

Les entreprises

La participation des entreprises est estimée à 0,9 milliard de F.CFP et représente 1,3% de la dépense intérieure d'éducation en 2003. Elle a pratiquement doublé en quatre ans, ce qui s'explique par la mise en place d'une taxe d'apprentissage que les employeurs doivent verser au Trésor en fonction de leur masse salariale. Elle comprend également le financement de formations pour les employés, mais pas la prise en charge des rémunérations.

Financement final par les entreprises des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Le financement initial par les entreprises est supérieur à leur financement final, ce qui s'explique par les transferts vers la Nouvelle-Calédonie que constituent les versements auprès du Trésor.

Financement final des entreprises des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	437	3	0	440
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	437	3	0	440
2001	Dépenses courantes	633	4	0	637
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	633	4	0	637
2002	Dépenses courantes	858	3	0	861
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	858	3	0	861
2003	Dépenses courantes	872	6	0	878
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	872	6	0	878

Les dépenses des entreprises concernent presque exclusivement la formation continue et l'apprentissage (respectivement 81,4% et 18,0% en 2003). L'évaluation

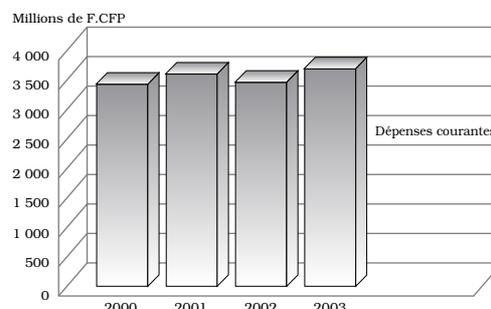
de leurs dépenses en formation professionnelle continue étant basée sur les déclarations auprès de la direction de la formation continue, elle est certainement sous-évaluée.

De plus, les entreprises ont versé 60,3 millions en 2003 (87,4 millions en 2002) qui vont alimenter un fonds pour la formation continue.

Les ménages

La participation des ménages au financement de l'éducation après transferts est de 3,7 milliards de F.CFP en 2003, représentant 5,5% de la dépense intérieure d'éducation. Leurs dépenses ont augmenté de 7,5% entre 2000 et 2003.

Financement final par les ménages des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Leur participation effective, correspondant à leurs dépenses hors bourses, s'élève à 1,4 milliard de F.CFP en 2003 et représente 2,1% du financement total de l'éducation.

Rappelons qu'il s'agit ici de la dépense intérieure d'éducation et que ne sont pas reprises les dépenses des ménages en dehors de la Nouvelle-Calédonie, pour lesquelles nous ne disposons pas d'informations.

Les activités annexes constituent le principal poste de dépenses des ménages (47,4% en 2003) en raison de l'importance des frais de cantine. Les activités d'enseignement et les biens et services liés (fournitures, transport scolaire, ...) reçoivent des ménages un financement comparable. En 2003, les bourses versées par les provinces et l'État couvrent 61,4% des dépenses des ménages.

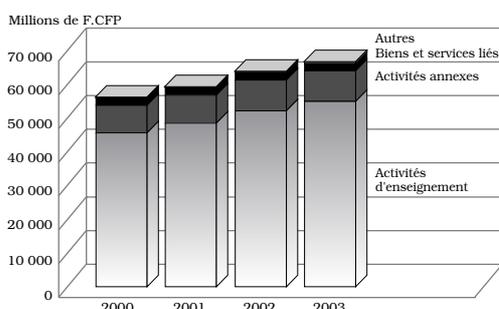
Financement final des ménages des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : millions de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	894	1 661	871	3 425
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	894	1 661	871	3 425
2001	Dépenses courantes	936	1 766	896	3 598
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	936	1 766	896	3 598
2002	Dépenses courantes	965	1 563	929	3 457
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	965	1 563	929	3 457
2003	Dépenses courantes	973	1 745	966	3 684
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	973	1 745	966	3 684

Sur les 66,9 milliards de F.CFP dépensés en 2003, 55,1 milliards l'ont été pour les activités d'enseignement

Le solde (17,7%) a permis de financer l'organisation du système d'enseignement (administration générale, orientation et documentation pédagogique : 3,5 milliards de F.CFP), de favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine et transports scolaires : 6,7 milliards de F.CFP), de répondre aux demandes des institutions (achats de livres, fournitures scolaires, vêtements spécifiques : 1,1 milliard de F.CFP) et de rémunérer les personnels de l'éducation en formation (0,4 milliard de F.CFP).

Evolution de la dépense d'éducation par activité



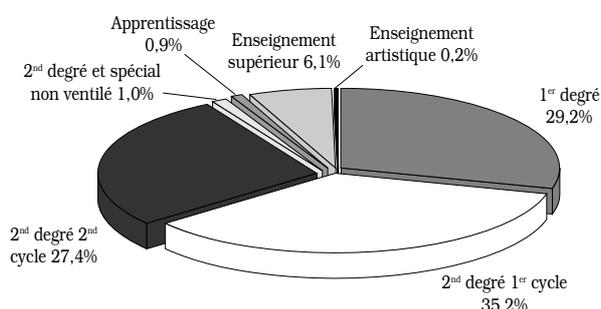
Les activités d'enseignement

Parmi les activités d'enseignement, qui représentent 82,3% des dépenses d'éducation en 2003, on peut distinguer l'enseignement scolaire de la formation extrascolaire.

L'enseignement scolaire

Le système scolaire recouvre des formations très diverses dont le caractère commun est l'existence d'un programme découpé en cycles annuels. Les dépenses en faveur de l'enseignement scolaire représentent 93,0% des dépenses d'enseignement en 2003, soit 51,2 milliards de F.CFP. Dans son ensemble, l'enseignement scolaire enregistre une progression de 19,9% de son financement entre 2000 et 2003.

Dépense d'enseignement scolaire par niveau en 2003

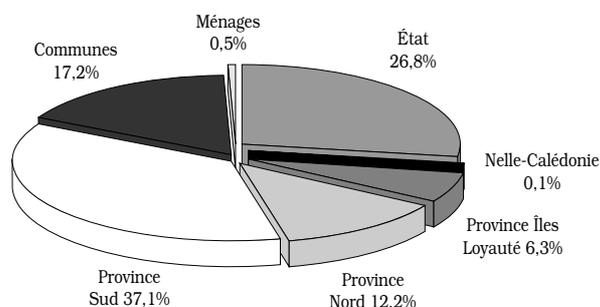


L'enseignement du 1^{er} degré

Il comprend l'enseignement préélémentaire et l'enseignement élémentaire qui sont réalisés par deux producteurs : les établissements publics du 1^{er} degré et les établissements privés à financement public prédominant du 1^{er} degré, c'est-à-dire les écoles maternelles et primaires du public et du privé.

L'enseignement du 1^{er} degré représente 15,0 milliards de F.CFP en 2003, soit 29,2% des dépenses d'enseignement scolaire. Les compétences et prises en charge en matière d'enseignement du 1^{er} degré sont partagées ce qui implique que beaucoup de financeurs interviennent. Ainsi, plus de la moitié des financements (55,5%) proviennent des provinces qui rémunèrent les enseignants du primaire public et participent au financement des dépenses de fonctionnement (personnel et matériel) dans le primaire privé. La part de l'État dans le financement s'élève à 26,8%, du fait de sa prise en charge de la rémunération des enseignants du primaire privé. Les communes sont chargées de la construction et de l'entretien des écoles et de la rémunération du personnel de service dans le primaire public. L'État et les provinces peuvent intervenir dans la construction d'établissements d'enseignement du privé à financement public prédominant dans le cadre de contrats de développement. La participation des ménages (0,5%) concerne le primaire privé. Notons que la Nouvelle-Calédonie est compétente en matière pédagogique et donc pour la formation des instituteurs de l'IFMNC (appartenant à l'enseignement supérieur dans les comptes de l'éducation) et finance des actions pédagogiques.

Financement de l'enseignement du 1^{er} degré en 2003



Les dépenses de personnel représentent 91,2% des dépenses de l'enseignement du 1^{er} degré en 2003, tandis que les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement représentent respectivement 4,1% et 4,7%.

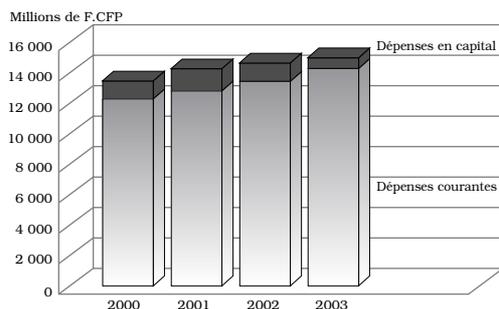
Enseignement du 1^{er} degré en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	13 646	État	4 004
Fonctionnement	619	Administrations locales	10 189
		Ménages	71
Investissement	699	Dépense en capital des financeurs finals	
		Administrations locales	699
TOTAL	14 964	TOTAL	14 964

Sur les quatre années étudiées, le total des dépenses d'enseignement du 1^{er} degré progresse de 11,3% malgré une diminution des dépenses en capital (-40,6%).

Evolution des dépenses d'enseignement du 1^{er} degré



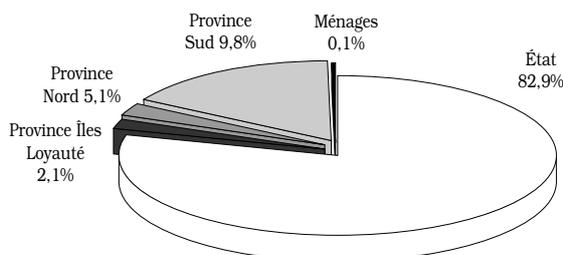
Avertissement : les informations relatives à l'enseignement spécialisé étant insuffisantes, les dépenses qui ont pu être isolées et qui apparaissent dans les tableaux en annexes ne sont pas reprises dans l'analyse qui suit. Par contre, les coûts individualisés sont calculés en incluant les effectifs de l'enseignement spécialisé, ils sont donc sous-évalués. De même, dans l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle la distinction entre général, technique et professionnel n'étant pas suffisamment rigoureuse, le 2nd cycle est traité dans son ensemble.

• L'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle

Il est réalisé par les établissements publics du 2nd degré et les établissements privés à financement public prédominant du 2nd degré, c'est-à-dire les collèges publics et privés et les maisons familiales et rurales (MFR).

L'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle représente en 2003 18,0 milliards de F.CFP, soit 35,2% des dépenses d'enseignement scolaire. L'État, compétent en matière pédagogique, rémunère les enseignants du public et du privé à financement public prédominant et verse un forfait d'externat aux directions de l'enseignement privé (destiné au financement du personnel non enseignant et du matériel). Sa part du financement de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle est de 82,9%. Les provinces sont chargées de la gestion du personnel ainsi que de la construction, de l'entretien et de l'équipement des collèges et SEGPA et subventionnent les MFR. Leur part du financement du 2nd degré 1^{er} cycle représente 17,0% du financement total en 2003, en diminution par rapport à 2002 qui a été une année marquée par d'importantes dépenses de construction. Le financement par les ménages qui concerne l'enseignement privé, est marginal (0,1%).

Financement de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle en 2003



Les dépenses de personnel représentent 79,1% des dépenses de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle tandis que les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital représentent respectivement 5,1% et 15,8%.

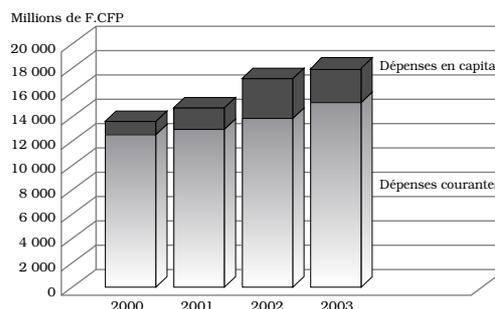
Enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	14 260	État	14 928
Fonctionnement	916	Administrations locales	225
		Ménages	22
Investissement	2 842	Dépense en capital des financeurs finals	
		État	-
		Administrations locales	2 842
TOTAL	18 018	TOTAL	18 018

Les dépenses en faveur de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle ont augmenté de 32,2% entre 2000 et 2003. La progression des dépenses en capital sur la période est de 159,2%.

Evolution des dépenses d'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle

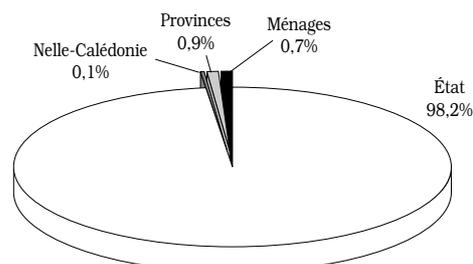


• L'enseignement du 2nd degré 2nd cycle

Il comprend l'enseignement général, technologique et professionnel, y compris agricole. Les producteurs de ce niveau d'enseignement sont les lycées publics et privés à financement public prédominant, les MFR, les antennes de lycées professionnels (ALP) des collèges.

Les dépenses en faveur de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle s'élèvent à 14,0 milliards de F.CFP en 2003, soit 27,4% des dépenses en faveur de l'enseignement scolaire. L'État finance cette activité à hauteur de 98,2%, puisqu'il rémunère les personnels enseignants et non enseignants du public, les personnels enseignants du privé, finance la construction et l'entretien des lycées et ALP du public et contribue au fonctionnement des lycées privés. Le financement de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle par les collectivités locales (1,0%) correspond à des aides financières pour le tutorat et l'accompagnement, à des subventions aux MFR ou à des participations à la construction d'établissements privés dans le cadre de contrats de développement. La participation des ménages concerne l'enseignement privé.

Financement de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle en 2003



Les dépenses de personnel représentent 89,2% du total, les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital représentant 7,0% et 3,8%.

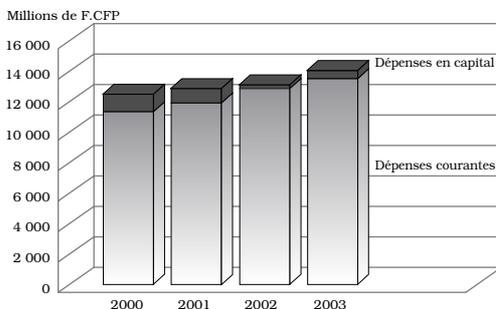
Enseignement du 2nd degré 2nd cycle en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	12 522	État	13 299
Fonctionnement	983	Administrations locales	103
		Ménages	103
Investissement		Dépense en capital des financeurs finals	
	537	État	496
		Administrations locales	41
TOTAL	14 043	TOTAL	14 043

Les dépenses en faveur de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle progressent sur les 4 années, mais sous l'influence des dépenses courantes, puisque les dépenses en capital diminuent.

Evolution des dépenses d'enseignement du 2nd degré 2nd cycle

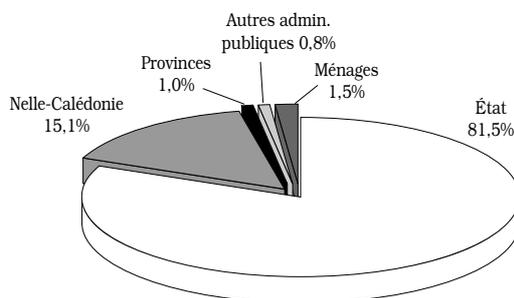


• L'enseignement supérieur

L'activité d'enseignement supérieur représente 6,1% des dépenses en faveur de l'enseignement scolaire avec 3,1 milliards en 2003, ce montant concernant toutes les formations de type scolaire de niveau supérieur au baccalauréat.

L'organisation des études est variée en fonction des filières suivies et les producteurs d'enseignement supérieur sont divers. Certains établissements dépendent de l'État qui représente 81,5% du financement de l'enseignement supérieur : l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Pacifique (IUFM) et les lycées publics et privés pour les classes supérieures des lycées (BTS et classes préparatoires aux grandes écoles). D'autres dépendent de la Nouvelle-Calédonie qui finance 15,1% de l'activité : l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFM-NC) et le Centre de Formation des Professions de Santé (CFPS).

Financement de l'enseignement supérieur en 2003



L'École de Gestion et de Commerce (EGC) est gérée par un organisme consulaire (la CCI) dont la participation représente 0,8% des dépenses de l'activité d'enseignement supérieur (données de 2002). Enfin, l'École Normale de l'Enseignement Privé (ENEP) dépend de la Direction Diocésaine de l'École Catholique (DDEC) et est financée conventionnellement par l'État. La participation des ménages (1,5%) correspond à des frais d'inscription.

Les dépenses de personnel représentent 74,7% des dépenses totales en faveur de l'enseignement supérieur, les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital représentant respectivement 18,6% et 6,7%.

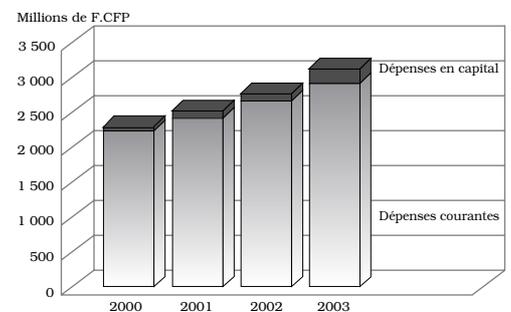
Enseignement supérieur en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	2 338	État	2 401
Fonctionnement	582	Administrations locales	471
		Ménages	48
Investissement		Dépense en capital des financeurs finals	
	209	État	149
		Administrations locales	59
TOTAL	3 128	TOTAL	3 128

Sur les quatre années étudiées les dépenses de l'enseignement supérieur progressent de 35,9%, les dépenses en capital ont plus que triplé.

Evolution des dépenses d'enseignement supérieur

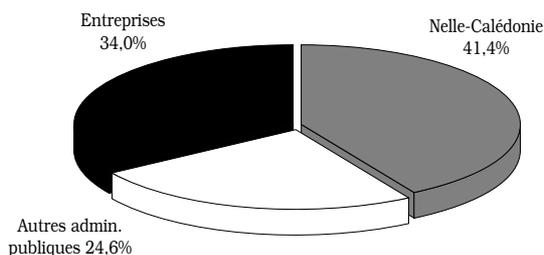


• L'apprentissage

L'activité d'apprentissage représente 0,5 milliard de F.CFP, soit 0,9% des dépenses d'enseignement scolaire en 2003. Elle comprend les formations dispensées dans les centres de formation d'apprentis des chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et Chambre d'Agriculture) et ne comprend pas la formation dispensée sur le lieu de travail. La rémunération des apprentis ne fait pas partie des dépenses pour cette activité.

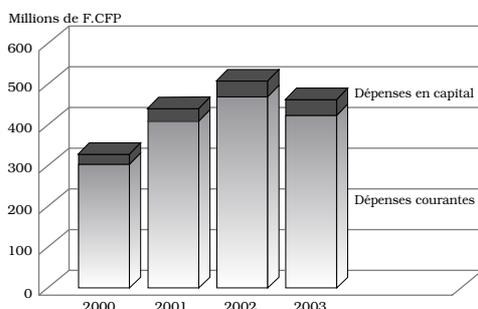
Les CFA sont gérés par les chambres consulaires qui les financent directement (24,6%) ou par le biais de participations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie pour le fonctionnement de leurs sections de formation d'apprentis (41,4%), mais également grâce à la taxe d'apprentissage payée par les entreprises

Financement de l'apprentissage en 2003



Les dépenses en faveur de l'apprentissage augmentent successivement en 2001 et 2002 de 33,9% et 15,6%, ce qui s'explique par la mise en place de la taxe d'apprentissage qui correspond à un financement de l'apprentissage (et de la formation continue) par les entreprises. Entre 2000 et 2003, la progression de ces dépenses s'établit à 40,9%.

Evolution des dépenses d'apprentissage



• L'enseignement artistique

Il est dispensé par l'Ecole Territoriale de Musique (ETM) et l'Ecole d'Art (qui est fermée depuis 2003). Les informations relatives à ce type d'enseignement étant insuffisantes, il n'est pas analysé.

La formation extrascolaire

• La formation professionnelle continue

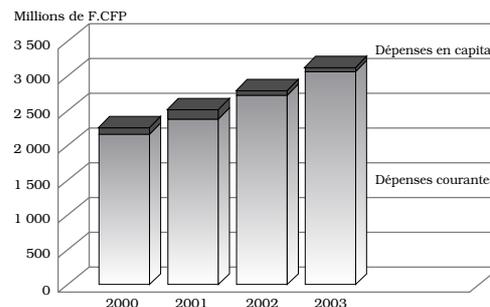
L'activité de formation professionnelle continue représente 3,1 milliards de F.CFP en 2003, soit 5,6% de l'ensemble des dépenses d'enseignement. Cette activité rassemble l'ensemble des actions de formation continue à destination des actifs occupés ou inoccupés, y compris la formation professionnelle continue interne aux administrations et aux entreprises.

La rémunération des personnels en stage de formation continue n'est pas considérée, dans le compte de l'éducation, comme une dépense de formation. L'activité de formation professionnelle continue est réalisée par différents producteurs : les établissements du 2nd degré (en particulier par l'intermédiaire des groupements d'établissements, les GRETA), l'UNC (cette activité n'étant pas pour l'heure isolée de l'activité d'enseignement supérieur), les établissements gérés par les organismes consulaires, les centres de formation interne des administrations et des entreprises, les établissements publics de formation extrascolaire (par exemple l'ETFPA) et les

autres établissements privés pour les formations organisées par des associations ou des organismes privés spécialisés (par exemple le Centre de Formation aux Techniques de la Mine et des Carrières).

Les dépenses de formation professionnelle continue sont constituées à 98,1% de dépenses courantes. Leur progression annuelle est de 11,5% en 2001, 10,9% en 2002 et 11,9% en 2003.

Evolution des dépenses de formation professionnelle continue

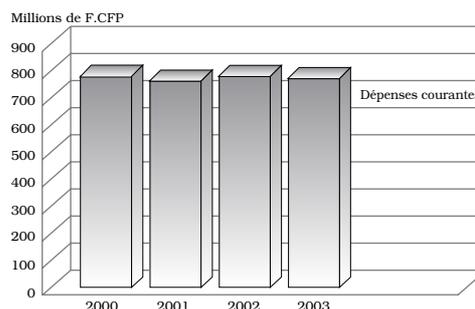


• Les autres formations de type extrascolaire

Les dépenses en faveur de l'activité "autres formations de type extrascolaire" sont estimées à 770 millions de F.CFP en 2003, représentant 1,4% de l'ensemble des dépenses d'enseignement. Cette activité regroupe les données relatives à des enseignants ayant le statut de profession libérale et les activités du CNAM et des centres associés.

En l'absence de données précises, les dépenses recensées ont été classées en dépenses courantes. Elles diminuent de 1,1% sur les quatre années étudiées.

Evolution des dépenses des autres formations de type extrascolaire

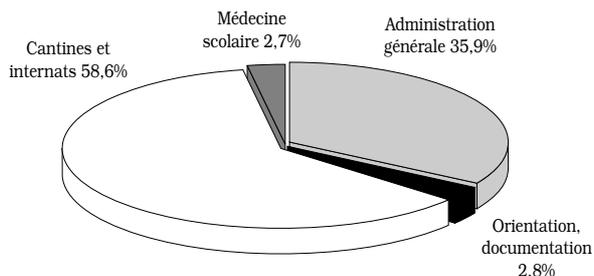


Les dépenses qui n'entrent pas dans les comptes de l'éducation : Les opérations de la Mission Formation qui sont menées sur le territoire sont comptabilisées dans les comptes de l'éducation, mais certaines opérations en faveur d'étudiants calédoniens sont menées en métropole. Ainsi, l'État finance des bourses aux bénéficiaires du programme "Cadre Avenir", pour près de 500 millions de F.CFP en 2002 et diverses autres actions pour plus de 80 millions de F.CFP. La rémunération des stagiaires et les primes des maîtres de stage ne sont pas reprises dans les comptes de l'éducation, or elles constituent un effort notable des collectivités pour inciter à la formation. En 2002 la Nouvelle-Calédonie a versé environ 180 millions sous forme de primes aux maîtres d'apprentissage et aux entreprises accueillant des contractuels en formation ainsi que de rémunérations de stagiaires.

Les activités annexes

Il s'agit d'activités caractéristiques du domaine, c'est-à-dire qu'elles concourent directement à la production des biens et services qui assurent indirectement la transmission et l'acquisition des connaissances. Dans leur ensemble, les activités annexes représentent 9,1 milliards de F.CFP en 2003, soit 13,6% de la dépense intérieure d'éducation.

Dépenses pour les activités annexes, par activité, en 2003

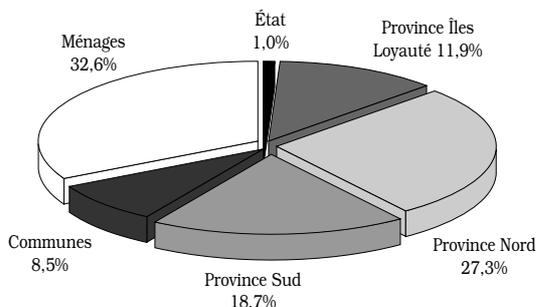


• Les cantines et internats

Cette activité regroupe l'ensemble des activités de restauration et d'hébergement à l'intention des élèves du primaire et du secondaire. Elle constitue le premier poste de dépenses parmi les activités annexes d'éducation (58,6%) avec 5,3 milliards de F.CFP. La production de l'activité de cantines est attribuée aux établissements d'enseignement que fréquentent les élèves et les activités des internats publics sont attribuées aux établissements publics du 2nd degré.

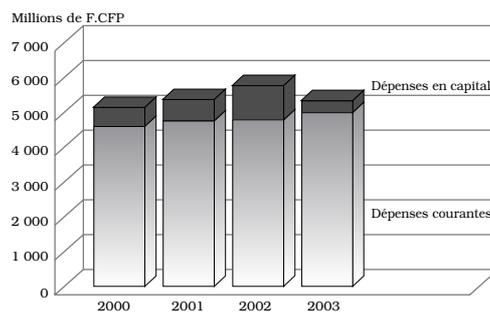
Les provinces, qui gèrent les internats provinciaux et subventionnent les internats et cantines des établissements privés, constituent le principal financeur de cette activité (58,0%). Les communes gèrent les cantines du public, parfois par l'intermédiaire de caisses des écoles, contribuant ainsi à hauteur de 8,5% au financement de l'activité. Les dépenses de l'État, qui représentent 1,0% du total, sont en baisse (-86,1%) en 2003 ce qui traduit une diminution des dépenses en capital pour les internats. Enfin, les ménages financent 32,6% des cantines et internats, mais ils perçoivent à ce titre des bourses provinciales.

Financement de l'activité de cantines et internats en 2003



Contrairement aux autres activités annexes de l'éducation, l'activité de cantines et internats nécessite des dépenses en capital notables, même si l'on observe une diminution de ce type de dépenses en 2003. Dans leur ensemble, les dépenses en faveur de cette activité augmentent de 3,7% entre 2000 et 2003.

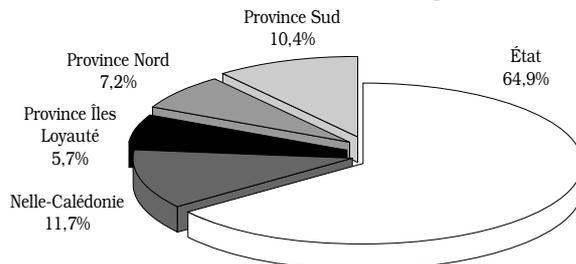
Evolution des dépenses de cantines et internats



• L'administration générale

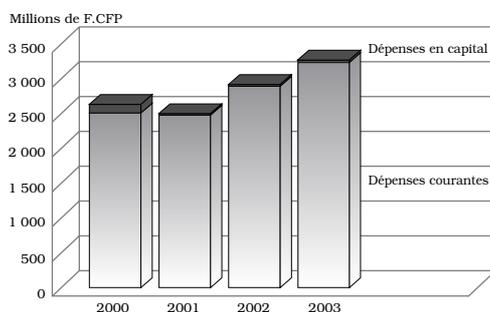
Elle regroupe les activités des services administratifs dont l'objet est d'organiser et de régler les systèmes d'enseignement : Vice-Rectorat, services spécialisés des collectivités locales, directions de l'enseignement privé. Cette activité représente 35,9% des dépenses en activités annexes en 2003 avec 3,3 milliards de F.CFP. L'État est le principal financeur de l'administration générale puisqu'il représente 64,9% de son financement total. Suivent les provinces avec 23,4% du financement, puis la Nouvelle-Calédonie (11,7%). Certaines communes disposent de services spécifiquement affectés à l'éducation, mais leurs dépenses ne sont pas isolées.

Financement de l'activité d'administration générale en 2003



Les dépenses d'administration générale progressent de 24,2% entre 2000 et 2003 malgré un fléchissement en 2001.

Evolution des dépenses d'administration générale

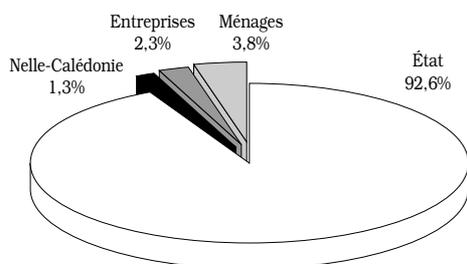


• L'orientation scolaire et la documentation pédagogique

Ces activités ne représentent que 2,8% des dépenses en faveur des activités annexes d'éducation, soit 0,3 milliard de F.CFP. L'activité d'orientation correspond à l'activité du Centre d'Information et d'Orientation (CIO) qui est un service extérieur du Vice-Rectorat de Nouvelle-Calédonie. Cet organisme a pour but d'informer les élèves, les étudiants et les familles sur les différentes filières d'enseignement et sur leurs débouchés. L'activité de documen-

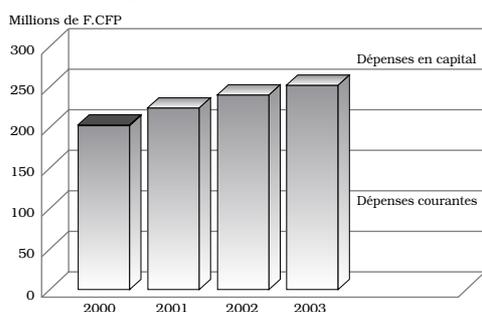
tation pédagogique est assurée par le Centre de Documentation Pédagogique de Nouvelle-Calédonie (CDP-NC), établissement public national qui fournit aux acteurs du système éducatif des prestations et des services de documentation, d'édition, d'ingénierie éducative, d'arts et de culture. L'État finance presque totalement ces activités (92,6%), la participation des entreprises et des ménages correspondant à des achats auprès du CDP-NC, celle de la Nouvelle-Calédonie à des subventions.

Financement de la documentation et de l'orientation en 2003



Les dépenses dans le cadre de ces activités, qui sont presque exclusivement des dépenses courantes, augmentent de 23,7% entre 2000 et 2003.

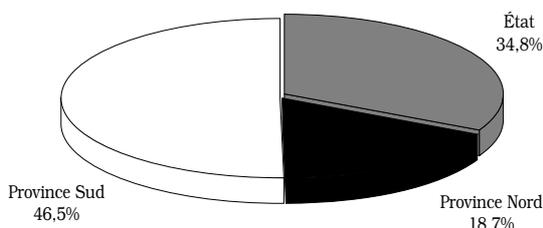
Evolution des dépenses d'orientation et de documentation



• La médecine scolaire

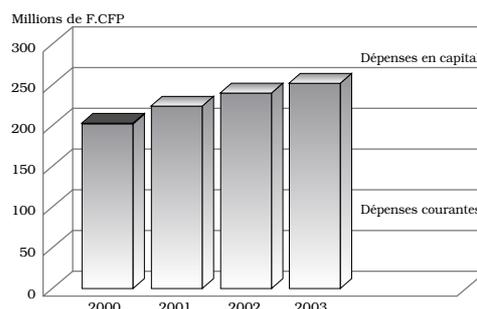
L'activité de médecine scolaire entraîne une dépense de 0,2 milliard de F.CFP en 2003 qui représente 2,7% des dépenses en activités annexes. Cette dépense correspond à l'organisation de visites médicales préventives et à la rémunération de médecins et d'infirmières (le fonctionnement des infirmeries n'a pu être isolé). Le présent compte n'évalue des dépenses de médecine scolaire que pour les établissements du 1^{er} degré publics et privés et du 2nd degré public.

Financement de la médecine scolaire en 2003



La médecine scolaire relève de la compétence de l'État, cependant il ne la finance qu'à hauteur de 34,8%. En effet, en ce qui concerne le primaire cette compétence a été déléguée aux directions provinciales de l'action sanitaire et sociale. A ce titre, l'État leur verse une compensation (sur la base d'un coût par élève en métropole) qui est inférieure au coût assumé par les provinces, évalué à 65,2% de la dépense totale. La dépense en médecine scolaire a augmenté de 14,3% sur les 4 années étudiées.

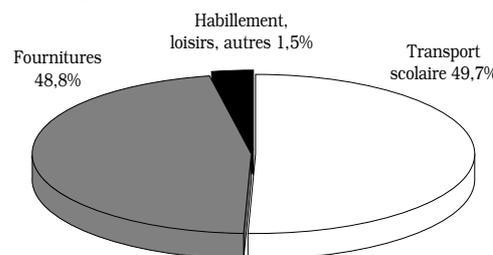
Evolution des dépenses de médecine scolaire



Les biens et services "connexes"

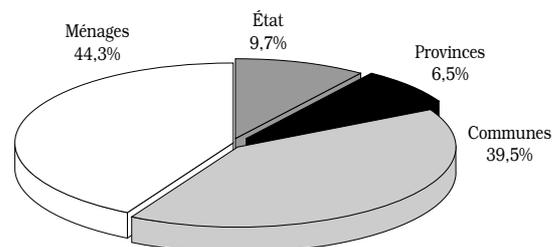
Dans leur ensemble, ces biens et services représentent 2,2 milliards de F.CFP, soit 3,3% de la dépense intérieure d'éducation en 2003. Le transport scolaire est le premier poste de dépenses en biens et services connexes (49,7%), suivi par les livres et fournitures scolaires (48,8%).

Dépense pour les biens et services connexes en 2003



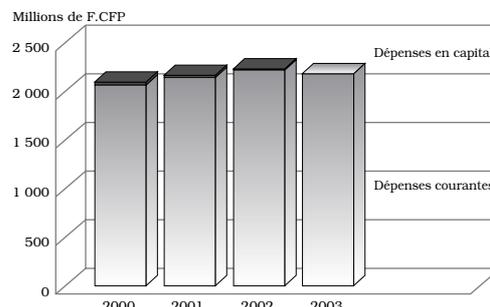
En finalité, les ménages sont les principaux financeurs des biens et services liés à l'éducation, avec 44,3% du financement, en raison principalement de leurs dépenses en fournitures scolaires. Les communes, qui organisent le transport scolaire et reçoivent à ce titre une dotation de l'État, représentent 39,5% du financement.

Financement des biens et services connexes en 2003



Les dépenses en biens et services liés sont essentiellement des dépenses courantes. Elles progressent de 4,1% sur les 4 années étudiées.

Evolution des dépenses en biens et services liés



63,2% du financement du secteur de production sont destinés aux établissements publics d'enseignement

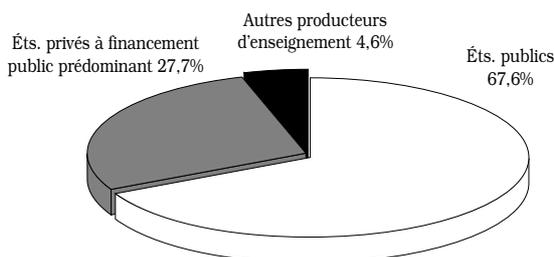
Les unités de production sont les unités économiques qui produisent une ou plusieurs activités "caractéristiques" du domaine, sans pour autant que ce soit nécessairement les seules activités qu'elles exercent. Leurs ressources proviennent pour tout ou partie des sommes reçues des financeurs du domaine. On peut repérer deux grandes catégories de producteurs : les producteurs d'enseignement, qui effectuent au moins une activité d'enseignement, et les autres producteurs qui réalisent d'autres activités propres au domaine, bien qu'elles ne soient pas d'enseignement.

Avertissements : il convient de distinguer le financement des producteurs du domaine de l'éducation (c'est-à-dire les dépenses des financeurs) de la dépense des producteurs. La dépense intérieure d'éducation correspond à l'ensemble des dépenses des financeurs. Par hypothèse et pour des raisons liées aux sources d'information, on considère que les dépenses de certains producteurs correspondent aux financements reçus (c'est le cas pour les écoles, collèges et lycées publics par exemple). Les données concernant la production des activités artistiques et de formation professionnelle continue étant insuffisantes (cf. la colonne "non ventilé"), les producteurs d'enseignement artistique et de formation extrascolaire ne sont pas étudiés. Les comparaisons de coûts moyens par élève sont délicates, car les dépenses prises en compte par les différents producteurs, en particulier entre les producteurs privés et publics ne sont pas homogènes. De plus, certains services rendus entre administrations ne sont pas facturés et n'entrent donc pas dans les dépenses des établissements publics.

Les producteurs d'enseignement

Les producteurs d'enseignement perçoivent 93,4% du financement du secteur de production du domaine en 2003, c'est-à-dire 60,1 milliards de F.CFP.

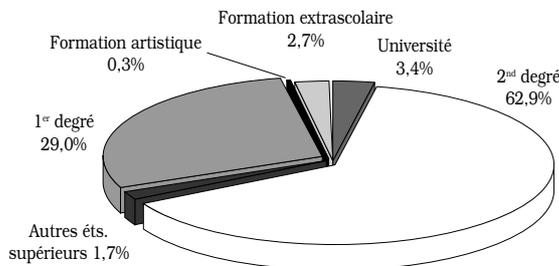
Financement des producteurs d'enseignement, par type de producteur en 2003



Les établissements publics

Ils comprennent les établissements ayant une autonomie comptable et un statut juridique d'établissement public ainsi que les établissements non autonomes dépendant des collectivités locales. Dans leur ensemble, ils perçoivent 40,6 milliards de F.CFP.

Répartition des financements entre les établissements publics d'enseignement en 2003



• **Les établissements publics du 1er degré**

Il s'agit des maternelles et écoles primaires publiques qui ont des activités d'enseignement du 1er degré, de cantines et internats et de médecine scolaire. Leur financement s'élève à 11,8 milliards de F.CFP en 2003, soit 29,0% du financement total des établissements publics d'enseignement.

70,0% de ce financement provient des provinces qui rémunèrent les enseignants et 25,3% des communes. Les dépenses de personnel représentent 85,6% du total des dépenses des établissements publics du 1er degré, contre 8,3% pour les autres dépenses de fonctionnement et 6,1% pour les dépenses en capital, en 2003.

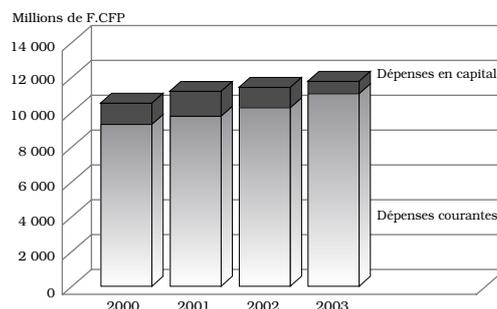
Établissements publics du 1er degré en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	10 103	État	89
Fonctionnement	977	Administrations locales	10 533
		Ménages	459
Investissement	718	Dépense en capital des financeurs finals	
		État	-
		Administrations locales	718
TOTAL	11 798	TOTAL	11 798

On observe que le total des dépenses en faveur des écoles publiques augmente de 11,9% entre 2000 et 2003, en dépit d'une nette contraction des dépenses en capital.

Evolution des dépenses des établissements publics du 1er degré



• **Les établissements publics du 2nd degré**

Il s'agit des collèges, lycées, lycées professionnels publics et leurs antennes et des MFR. Ils ont des activités d'enseignement du 2nd degré (1^{er} et 2nd cycles), d'enseignement supérieur (classes supérieures des lycées), de formation professionnelle continue (GRETA), de cantines et internats et de médecine scolaire. Il s'agit de la principale catégorie d'établissements publics d'enseignement en termes de coûts (62,9% de la dépense) avec 25,6 milliards de F.CFP en 2003. L'État finance les établissements publics du 2nd degré à hauteur de 82,3% et les provinces de 16,0%.

Les dépenses de personnel représentent 82,1% du total des dépenses des établissements publics du 2nd degré en 2003, les autres dépenses de fonctionnement 4,9% et les dépenses d'investissement 13,0%.

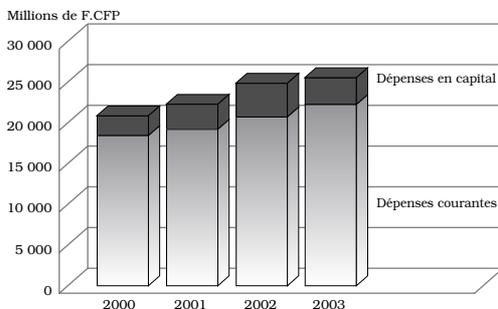
Établissements publics du 2nd degré en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	20 984	État	20 483
Fonctionnement	1 263	Administrations locales	1 413
		Entreprises	11
		Ménages	341
Investissement		Dépense en capital des financeurs finals	
	3 311	État	542
		Administrations locales	2 769
TOTAL	25 559	TOTAL	25 559

Dans l'ensemble, les établissements publics du 2nd degré perçoivent 39,8% du financement en faveur du secteur de production en 2003. Leur coût progresse de 22,5% entre 2000 et 2003.

Evolution des dépenses des établissements publics du 2nd degré



• **L'Université de la Nouvelle-Calédonie**

Les chiffres concernant l'Université de la Nouvelle-Calédonie ne correspondent pas aux comptes présentés par celle-ci, en effet certains coûts sont directement pris en charge par les collectivités, en particulier certaines rémunérations par l'État. Ainsi, l'ensemble des financements liés aux activités de l'Université s'élèvent à 1,4 milliard de F.CFP, dont 87,7% proviennent de l'État.

Université de la Nouvelle-Calédonie en 2003

Unité : millions de F.CFP

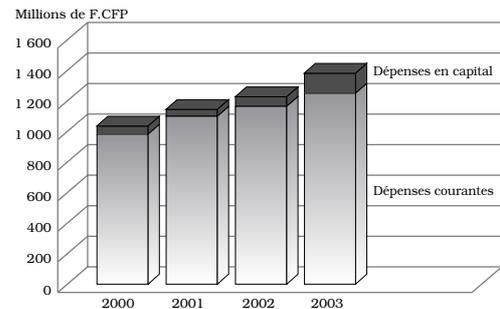
Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	1 052	État	1 225
Fonctionnement	262	Administrations locales*	14
		Ménages	26
Investissement		Dépense en capital des financeurs finals	
	105	État	132
		Administrations locales	-
TOTAL	1 419	TOTAL	1 396

* Certainement au titre de la FPC mais non identifié dans les comptes administratifs.

Les dépenses de personnel représentent 74,1% du total des coûts liés à la production de l'Université de la Nouvelle-Calédonie en 2003, les autres dépenses de fonctionnement 18,5% et les dépenses d'investissement 7,4%.

Les financements perçus par l'Université de Nouvelle-Calédonie progressent de 33,4% sur les 4 années étudiées.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur de l'Université de la Nouvelle-Calédonie



• **Les autres établissements publics d'enseignement supérieur**

Cette catégorie de producteurs correspond à l'IUFM et à l'IFM-NC. En 2003, elle représente une dépense de 0,7 milliard de F.CFP de la part des financeurs, principalement l'État (53,8%) et la Nouvelle-Calédonie (46,0%).

Les dépenses en personnel des autres établissements publics d'enseignement supérieur représentent, pour 2003, 75,5% du total des dépenses, les autres dépenses de fonctionnement représentent 21,9% et les dépenses d'investissement 2,6%.

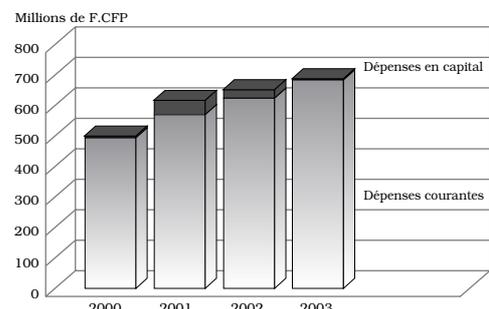
Autres établissements publics d'enseignement supérieur en 2003

Unité : millions de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	509	État	371
Fonctionnement	148	Administrations locales	312
		Ménages	1
Investissement		Dépense en capital des financeurs finals	
	17	État	-
		Administrations locales	5
TOTAL	674	TOTAL	689

Les financements perçus par ces établissements progressent de 37,5% sur les 4 années étudiées.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des autres établissements public d'enseignement supérieur

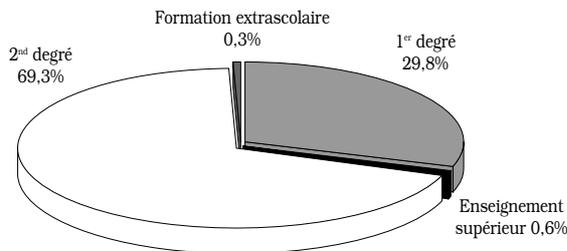


Les établissements privés à financement public prédominant

Avertissements : En l'absence de renseignements sur les investissements, la participation des ménages est allouée au fonctionnement.

Ils sont constitués par des établissements de droit privé dont plus de la moitié des ressources provient des administrations publiques. Les écoles, collèges, lycées privés ainsi que l'ENEP font partie des directions de l'enseignement privé : la Direction Diocésaine de l'Ecole Catholique (DDEC), l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE) et la Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (FELP). Les maisons familiales et rurales (MFR) et certaines associations rentrent dans cette catégorie de producteurs. L'ensemble de ces établissements représente pour 2003 un financement de 16,7 milliards de F.CFP.

Répartition des financements entre les éta. privés à financement public prédominant d'enseignement en 2003



• Les établissements privés du 1^{er} degré

Il s'agit des maternelles et écoles primaires privées qui ont des activités d'enseignement du 1^{er} degré, de cantines et internats et de médecine scolaire. Leur financement s'élève à 5,0 milliards de F.CFP en 2003, soit 29,8% du financement total en faveur des établissements privés à financement public prédominant. L'État est leur principal financeur (78,8%) devant les provinces (11,0%).

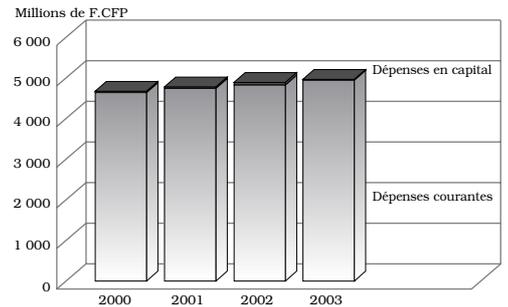
Les coûts des écoles privées sont constitués à 86,2% de coûts de personnel, à 13,4% des autres dépenses de fonctionnement et à 0,5% d'investissements.

Établissements privés à financement public prédominant du 1^{er} degré en 2003

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	4 279	État	3 916
Fonctionnement	665	Administrations locales	564
		Ménages	464
Investissement	23	Dépense en capital des financeurs finals	
		État	-
		Administrations locales	23
TOTAL	4 967	TOTAL	4 967

Les coûts de production ou financements reçus des établissements privés à financement public prédominant ont progressé de 6,3% entre 2000 et 2003.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des éta. privés du 1^{er} degré



• Les établissements privés du 2nd degré

Il s'agit des collèges et lycées privés de la DDEC, de l'ASEE et de la FELP, mais également des MFR. Ils ont des activités d'enseignement du 2nd degré 1^{er} et 2nd cycles, d'enseignement supérieur (BTS), de cantines et internats et de médecine scolaire. Ils constituent le principal poste de dépenses sur l'ensemble des établissements privés à financement public prédominant (69,3%) avec 11,5 milliards de F.CFP en 2003. 78,8% de ce financement provient de l'État et 16,1% des provinces.

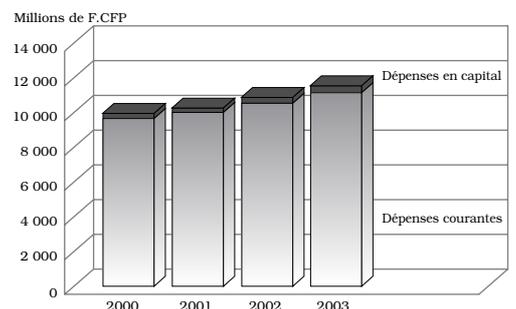
Les dépenses de personnel représentent 80,9% des coûts de production des établissements privés du 2nd degré, les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement représentent respectivement 15,6% et 3,5%.

Établissements privés à financement public prédominant du 2nd degré en 2003

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	9 337	État	9 029
Fonctionnement	1 805	Administrations locales	1 459
		Ménages	654
Investissement	400	Dépense en capital des financeurs finals	
		État	-
		Administrations locales	400
TOTAL	11 542	TOTAL	11 542

Les financements perçus par ces établissements progressent de 16,0% entre 2000 et 2003.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des éta. privés du 2nd degré

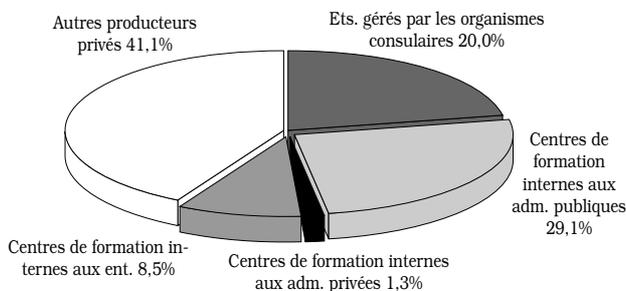


Les autres producteurs d'enseignement

Ce type de producteurs comprend :

- Les centres de formation internes aux administrations et aux entreprises. Ils regroupent des unités internes à ces agents et qui ne disposent pas de l'autonomie comptable (par exemple le Centre de Formation des Professions de Santé qui depuis 2005 est devenu un établissement : l'Institut de formation des professions sanitaires et sociales (IFPSS)).
- Les établissements gérés par les organismes consulaires.
- Les autres établissements privés d'enseignement, c'est-à-dire des établissements marchands, des professeurs indépendants ou des associations à but non lucratif.

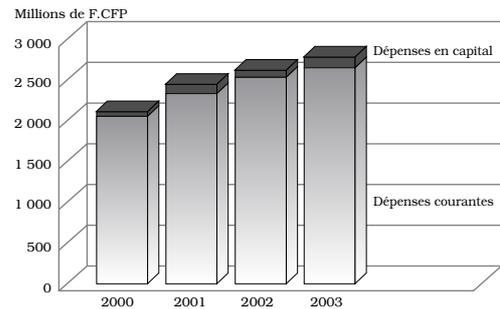
Répartition des financements entre les états publics d'enseignement en 2003



Dans leur ensemble, ils perçoivent 4,3% des financements en faveur des producteurs du domaine en 2003, soit 2,8 milliards de F.CFP.

Entre 2000 et 2003, les financements qui leur sont destinés augmentent de 31,7%.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des autres producteurs d'enseignement

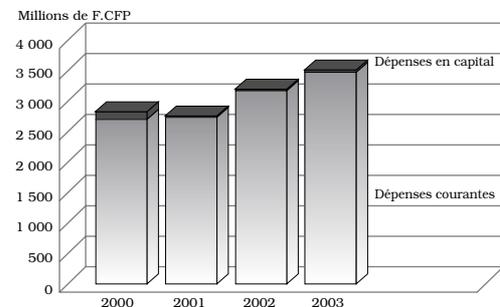


Les autres producteurs du domaine

Il s'agit de l'État, des administrations publiques locales, des grands établissements publics et des directions de l'enseignement privé pour les actions de ces unités (administration générale, orientation, documentation pédagogique). Ces producteurs perçoivent 5,5% du financement total des producteurs du domaine en 2003, c'est-à-dire 3,5 milliards de F.CFP.

Les financements qui leur sont destinés augmentent de 24,1% sur la période.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des autres producteurs du domaine



Prochainement, début septembre

L'Institut de la Statistique et des Études Économiques sera transféré au 52, avenue du Maréchal Foch - Nouméa au 3^{ème} étage de l'immeuble (angle de l'impasse Suffren, à côté de la maison des anciens combattants).

La boîte postale et les téléphones, fax restent inchangés.

Population scolaire de la Nouvelle-Calédonie

Unité : élèves	2000			2001			2002			2003		
	Public	Privé	Total									
1^{er} degré	26 401	10 455	36 856	26 603	10 477	37 080	26 894	10 162	37 056	27 069	9 989	37 058
dont : préélémentaire	9 173	3 909	13 082	9 389	3 925	13 314	9 652	3 852	13 504	9 677	3 879	13 556
élémentaire	16 743	6 546	23 289	16 715	6 552	23 267	16 734	6 310	23 044	16 897	6 110	23 007
spécial	485		485	499		499	508		508	495		495
Second degré	18 545	10 380	28 925	19 194	10 580	29 774	19 916	10 644	30 560	20 456	10 866	31 322
dont : 2 nd degré 1 ^{er} cycle*°	11 474	6 149	17 623	11 994	6 174	18 168	12 376	6 156	18 532	12 797	6 117	18 914
2 nd degré 2 nd cycle général et technologique	3 427	1 609	5 036	3 565	1 679	5 244	3 851	1 750	5 601	3 926	1 770	5 696
2 nd degré 2 nd cycle professionnel°	3 644	2 622	6 266	3 635	2 727	6 362	3 689	2 738	6 427	3 733	2 979	6 712
Supérieur	2 211	88	2 299	2 385	80	2 465	2 604	84	2 688	2 795	88	2 883
TOTAL	47 157	20 923	68 080	48 182	21 137	69 319	49 414	20 890	70 304	50 320	20 943	71 263

* Y compris l'enseignement spécial

° Y compris les MFR

Sources : Vice-Rectorat, ISEE

Tableaux du compte de l'éducation

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003	19	Financement du secteur de production en 2002	29 à 31
Dépenses courantes	19	Transferts entre les unités de financement en 2002	25
Dépenses en capital	20	Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001	33 à 35
Dépenses totales	21	Financement du secteur de production en 2001	36 à 38
Financement du secteur de production en 2003	22	Transferts entre les unités de financement en 2001	39
Dépenses courantes	22	Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000	40 à 42
Dépenses en capital	23	Financement du secteur de production en 2000	43 à 45
Dépenses totales	24	Transferts entre les unités de financement en 2000	46
Transferts entre les unités de financement en 2003	25		
Dépenses courantes	25		
Dépenses en capital	25		
Dépenses totales	25		
Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002	26 à 28		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL		
État	4 004	14 928	8 522	4 777	489			2 401	19	680	20	35 840		
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	14		21				192	413	57	1 016	38	1 749		
Provinces :														
Iles Loyauté	936	24	1					7		73		1 040		
Nord	1 821	45		81				15		255	9	2 227		
Sud	5 466	156						11	10	185		5 827		
Communes	1 953									31		1 984		
Total Coll. Territoriales	10 189	225	22	81			192	446	66	1 560	47	12 828		
Autres admin. publiques							74	25		91		190		
Total Admin. publiques	14 193	15 154	8 544	4 858	489		266	2 872	85	2 331	67	48 858		
Entreprises							158			714		872		
Ménages	71	22	29	74				48	26	1	703	973		
TOTAL	14 265	15 175	8 573	4 932	489		423	2 920	111	3 045	770	50 704		

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										Biens et services liés			Autres		TOTAL Dépenses financiers finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillement, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL				
État	2 087	135	31	86	99	38 279	208	4			25	38 516				
Coll. Territoriales :																
Nouvelle-Calédonie	382				3	2 135				443		2 578				
Provinces :																
Iles Loyauté	188		606			1 834	9				2	1 844				
Nord	236		1 311	39		3 812	9				7	3 829				
Sud	338		895	115		7 175	88	2	32		2	7 299				
Communes			410			2 393	702	160				3 255				
Total Coll. Territoriales	1 143		3 221	154	3	17 349	809	162	32	443	10	18 806				
Autres admin. publiques						190						190				
Total Admin. publiques	3 230	135	3 252	240	103	55 818	1 017	166	32	443	35	57 511				
Entreprises					6	878						878				
Ménages			1 735		10	2 718	67	899				3 684				
TOTAL	3 230	135	4 987	240	118	59 414	1 083	1 065	32	443	35	62 073				

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire					Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé			Spécial non ventilé	Apprentissage	
État			493	3	4	149		33		683
Coll. Territoriales :										
Nouvelle-Calédonie						59		13		72
Provinces :										
Iles Loyauté		355						8		355
Nord		871		16				5		895
Sud	79	1 615		25				26		1 724
Communes	621			41						621
Total Coll. Territoriales	699	2 842		44		59		40		3 668
Autres admin. publiques							40			40
Total Admin. publiques	699	2 842	493	44	4	209		59		4 391
Entreprises										
Ménages										
TOTAL	699	2 842	493	44	4	209		59		4 391

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes				TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Biens et services liés			Autres Rémunération du per- sonnel en formation	TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Documentation pédagogique		Transport scolaire	Habillage, autres loisirs, autres	Non ventilé		
État	32		24		739					739
Coll. Territoriales :										
Nouvelle-Calédonie					72					72
Provinces :										
Iles Loyauté			29		384					384
Nord			144	8	1 048					1 048
Sud	3		105		1 832			64		1 896
Communes			41		662					662
Total Coll. Territoriales	3		319	8	3 998			64		4 062
Autres admin. publiques					40					40
Total Admin. publiques	35		343	8	4 777			64		4 841
Entreprises										
Ménages										
TOTAL	35		343	8	4 777			64		4 841

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	
État	4 004	14 928	9 016	4 780	493		2 551	19	713	20			36 524
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	14		21				473	57	1 029	38			1 822
Provinces :													
Iles Loyauté	936	379	1				7		73				1 395
Nord	1 821	916		97			15		263			9	3 122
Sud	5 544	1 772		25			11	10	190				7 552
Communes	2 574								31				2 604
Total Coll. Territoriales	10 888	3 067	22	122			505	66	1 586	47			16 496
Autres admin. publiques							25		91				230
Total Admin. publiques	14 893	17 996	9 038	4 902	493		3 081	85	2 390	67			53 249
Entreprises									714				872
Ménages	71	22	29	74			48	26	1			703	973
TOTAL	14 964	18 018	9 066	4 976	493		3 128	111	3 104	770			55 095

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										Biens et services liés		Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillement, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	Autres formation	Non ventilé		
État	2 119	135	54	86	99	39 018	208	4						39 255	
Coll. Territoriales :															
Nouvelle-Calédonie	382				3	2 207				443				2 651	
Provinces :															
Iles Loyauté	188		635			2 218	9						2	2 228	
Nord	236		1 455	46		4 860	9						7	4 877	
Sud	341		999	115		9 007	88	2	32				66	9 195	
Communes			451			3 055	702	160						3 917	
Total Coll. Territoriales	1 147		3 540	161	3	21 347	809	162	32	443		74		22 868	
Autres admin. publiques						230								230	
Total Admin. publiques	3 266	135	3 595	248	103	60 595	1 017	166	32	443		99		62 352	
Entreprises					6	878								878	
Ménages			1 735		10	2 718	67	899						3 684	
TOTAL	3 266	135	5 330	248	118	64 191	1 083	1 065	32	443		99		66 914	

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	1 ^{er} degré	2 nd degré	Total
État	89	20 483	1 225	3 916	9 029	13 040
Coll. Territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	14	100	57		25	25
Provinces :						
Iles Loyauté	924	199		35	406	441
Nord	1 784	627		226	660	886
Sud	5 490	487	10	261	393	654
Communes	2 321			42	28	70
Total Coll. Territoriales	10 533	1 413	66	564	1 459	2 075
Autres admin. publiques				91		91
Total Admin. publiques	10 621	21 896	1 225	4 479	10 488	15 116
Entreprises	459	341	26	464	654	1 118
Ménages						
TOTAL	11 080	22 248	1 250	4 944	11 142	16 234

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL		
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Autres producteurs privés	Tous producteurs
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	1 ^{er} degré	2 nd degré	Total
État	89	20 483	1 225	3 916	9 029	13 040
Coll. Territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	14	100	57		25	25
Provinces :						
Iles Loyauté	924	199		35	406	441
Nord	1 784	627		226	660	886
Sud	5 490	487	10	261	393	654
Communes	2 321			42	28	70
Total Coll. Territoriales	10 533	1 413	66	564	1 459	2 075
Autres admin. publiques				91		91
Total Admin. publiques	10 621	21 896	1 225	4 479	10 488	15 116
Entreprises	459	341	26	464	654	1 118
Ménages						
TOTAL	11 080	22 248	1 250	4 944	11 142	16 234

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant				Total			
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré		2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État		542	132				674					
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie				5		13	17					
Provinces :												
Iles Loyauté		384					384					294
Nord		745					745					129
Sud		1 639					1 695	23	106			
Communes		662					662					
Total Coll. Territoriales		718		5		13	3 504	23	400			423
Autres admin. publiques			132									
Total Admin. publiques		718	132			13	4 177	23	400			423
Entreprises												
Ménages												
TOTAL		718	132	5		13	4 177	23	400			423

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				TOTAL				TOTAL Tous producteurs		
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé		CDP	Non ventilé
État						707	32				739
Coll. Territoriales :											
Nouvelle-Calédonie						72					72
Provinces :											
Iles Loyauté						384					384
Nord						1 039				8	1 048
Sud					5	1 829		3		64	1 896
Communes						662					662
Total Coll. Territoriales						3 987		3		72	4 062
Autres admin. publiques		40				40					40
Total Admin. publiques		40				4 734		32		72	4 841
Entreprises											
Ménages											
TOTAL		40	88	5	5	4 734	32	3	72	72	4 841

Transferts entre les unités de financement en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	38 516	260	954		39 730
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 578			240	2 338
Provinces :					
Iles Loyauté	1 844	477		339	1 981
Nord	3 829	662		151	4 340
Sud	7 299	862			8 161
Communes	3 255			283	2 972
Total Coll. Territoriales	18 806				19 792
Autres admin. publiques	190				190
Total Admin. publiques	57 511				59 712
Entreprises	878		60		938
Ménages	3 684			2 261	1 423
TOTAL	62 073				62 073

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	739		1 893		2 632
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	72			37	35
Provinces :					
Iles Loyauté	384			210	174
Nord	1 048			396	652
Sud	1 896			1 251	645
Communes	662				662
Total Coll. Territoriales	4 062				2 169
Autres admin. publiques	40				40
Total Admin. publiques	4 841				4 841
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 841				4 841

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	39 255	260	2 847		42 362
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 651			277	2 373
Provinces :					
Iles Loyauté	2 228	477		549	2 156
Nord	4 877	662		547	4 992
Sud	9 195	862		1 251	8 806
Communes	3 917			283	3 634
Total Coll. Territoriales	22 868				21 961
Autres admin. publiques	230				230
Total Admin. publiques	62 352				64 553
Entreprises	878		60		938
Ménages	3 684			2 261	1 423
TOTAL	66 914				66 914

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL		
État	3 927	13 646	7 855	4 841	462			2 236	12	641	20	33 641		
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	12		20	3			176	336	49	741	36	1 372		
Provinces :														
Iles Loyauté	873	20	3					2		119		1 018		
Nord	1 761	45		48				4		218	18	2 094		
Sud	4 938	143			1			7		172	2	5 262		
Communes	1 843									18		1 861		
Total Coll. Territoriales	9 428	208	23	51	1		176	349	49	1 268	56	11 608		
Autres admin. publiques							144	25		88		257		
Total Admin. publiques	13 355	13 854	7 878	4 892	1	462	320	2 610	61	1 997	76	45 506		
Entreprises							149			709		858		
Ménages	64	21	28	65				59	24	1	703	965		
TOTAL	13 420	13 875	7 907	4 957	1	462	469	2 669	85	2 707	779	47 329		

Unité : millions de F.CFP	TOTAL										Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habille- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL	
État	1 874	123	37	81	107	35 863	214	4			3	36 084	
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	232					1 605				362		1 967	
Provinces :													
Iles Loyauté	173		594			1 785	16				11	1 812	
Nord	231		1 300	40		3 665	8				2	3 674	
Sud	380		887	115		6 644	94	10	39		6	6 794	
Communes			408			2 269	751	153			1	3 174	
Total Coll. Territoriales	1 016		3 189	154		15 968	868	164	39	362	19	17 421	
Autres admin. publiques						257						257	
Total Admin. publiques	2 891	123	3 227	235	107	52 088	1 083	168	39	362	22	53 762	
Entreprises					3	861						861	
Ménages			1 556		7	2 529	64	865				3 457	
TOTAL	2 891	123	4 782	235	117	55 477	1 146	1 033	39	362	22	58 080	

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 ^{ème} cycle gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	2	199	1	2	69	11					11	284
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie											11	47
Provinces :												
Iles Loyauté	282											282
Nord	381										30	411
Sud	268		51								16	2 951
Communes	940											940
Total Coll. Territoriales	1 208	3 278	51		35	58					69	4 630
Autres admn. publiques							40					40
Total Admn. publiques	1 208	3 279	52	2	105		40				69	4 954
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 208	3 279	52	2	105	69	40				69	4 954

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habilleme- nt, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	25		353			662						662
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie						47						47
Provinces :												
Iles Loyauté			345			627						627
Nord	2		118	3		534						534
Sud			134			3 085						3 085
Communes			34			973						986
Total Coll. Territoriales			630	3		5 266	13	13				5 278
Autres admn. publiques						40						40
Total Admn. publiques	27		983	3		5 967	13	13				5 980
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	27		983	3		5 967	13	13				5 980

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL		
État	3 927	13 647	8 054	4 842	464		2 305	12		652	20	33 924		
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	12		20	3			371	49		752	36	1 419		
Provinces :														
Iles Loyauté	873	302	3				2			119		1 299		
Nord	1 761	426		48			4			249	18	2 506		
Sud	5 206	2 758		51	1		7			188	2	8 213		
Communes	2 783									18		2 801		
Total Coll. Territoriales	10 636	3 486	23	102	1		384	49		1 326	56	16 238		
Autres admin. publiques							25			88		297		
Total Admin. publiques	14 563	17 133	8 077	4 944	1	464	2 714	61		2 066	76	50 459		
Entreprises	64	21	28	65			59	24		709	703	858		
Ménages										1		965		
TOTAL	14 628	17 154	8 105	5 009	1	464	2 773	85		2 775	779	52 282		

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										Biens et services liés			TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habille- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL		
État	1 899	123	390	81	107	36 525	214	4			3	36 746		
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	232					1 651				362		2 013		
Provinces :														
Iles Loyauté	173		939			2 412	16				11	2 439		
Nord	233		1 417	43		4 199	8				2	4 208		
Sud	380		1 021	115		9 729	94	10	39		6	9 879		
Communes			442			3 243	763	153			1	4 160		
Total Coll. Territoriales	1 018		3 820	158		21 234	881	164	39	362	19	22 699		
Autres admin. publiques						297						297		
Total Admin. publiques	2 918	123	4 210	238	107	58 056	1 095	168	39	362	22	59 741		
Entreprises					3	861						861		
Ménages			1 556		7	2 529	64	865				3 457		
TOTAL	2 918	123	5 766	238	117	61 445	1 159	1 033	39	362	22	64 059		

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres étab. d'ensei- gnement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	3 rd degré	
État				626			
Coll. Territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	29		11				
Provinces :							
Iles Loyauté		627					218
Nord		284					204
Sud		2 679		66		16	
Communes		973		66		339	422
Total Coll. Territoriales	29	3 590	11	66		16	422
Autres admin. publiques							
Total Admin. publiques	29	4 151	11	66		16	422
Entreprises							
Ménages							
TOTAL	29	4 151	11	66		16	422

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL Producteurs d'enseignement	TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique		
État		11				25	637	662
Coll. Territoriales :								
Nouvelle-Calédonie		6					47	47
Provinces :								
Iles Loyauté					30		627	627
Nord						2	532	534
Sud							3 085	3 085
Communes							973	973
Total Coll. Territoriales	6	6	30	30	2	2	5 264	5 266
Autres admin. publiques								
Total Admin. publiques	40	17	30	30	27	27	40	40
Entreprises								
Ménages								
TOTAL	40	17	30	30	27	27	5 940	5 967

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État	85	19 496	1 191	344	12	89	21 216	3 845	8 586	86		12 516
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	12	99	1	308	49	528	997				23	23
Provinces :												
Iles Loyauté	865	879				29	1 773	28	345			373
Nord	1 724	892				37	2 654	230	849			1 079
Sud	5 161	3 128				82	8 371	333	523		17	874
Communes	3 174					3	3 176	50	1 717		16	66
Total Coll. Territoriales	10 937	4 998	1	308	49	679	16 972	642	1 717		56	2 415
Autres admin. publiques						85	85					
Total Admin. publiques	11 022	24 494	1 192	651	61	853	38 273	4 487	10 303	86	56	14 931
Entreprises		55				165	220					
Ménages	428	322	37	2	24	4	818	403	568			971
TOTAL	11 450	24 870	1 229	654	85	1 022	39 310	4 890	10 871	86	56	15 902

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			Centres de formation in- ternes aux entreprises			Autres producteurs privés			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Autres producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé			
État			37			34 313	2 079		107	28			36 527
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	204	32			104	1 359	219		74				1 651
Provinces :													
Iles Loyauté		84			30	2 231	139	34	19				2 423
Nord						3 763	145	88	205				4 201
Sud	6					9 251	287	98	98				9 735
Communes						3 243			1				3 243
Total Coll. Territoriales	209	117			134	19 846	790	220	397				21 253
Autres admin. publiques	212					297							297
Total Admin. publiques	421	660	37		134	54 457	2 868	220	107	425			58 077
Entreprises	152			237	249	858			3				861
Ménages	17	3		713	713	2 521			7				2 529
TOTAL	590	663	37	237	1 096	57 836	2 868	220	117	425	117	425	61 466

Transferts entre les unités de financement en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	36 084	205	954		37 242
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 967			267	1 699
Provinces :					
Iles Loyauté	1 812	378		357	1 833
Nord	3 674	674		151	4 197
Sud	6 794	791			7 585
Communes	3 174			266	2 908
Total Coll. Territoriales	17 421				18 223
Autres admin. publiques	257				257
Total Admin. publiques	53 762				55 722
Entreprises	861		87		948
Ménages	3 457			2 048	1 409
TOTAL	58 080				58 080

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	662		1 497		2 159
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	47				47
Provinces :					
Iles Loyauté	627			312	315
Nord	534			364	170
Sud	3 085			820	2 265
Communes	986				986
Total Coll. Territoriales	5 278				3 781
Autres admin. publiques	40				40
Total Admin. publiques	5 980				5 980
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	5 980				5 980

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	36 746	205	2 451		39 401
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 013			267	1 746
Provinces :					
Iles Loyauté	2 439	378		669	2 148
Nord	4 208	674		515	4 367
Sud	9 879	791		820	9 850
Communes	4 160			266	3 894
Total Coll. Territoriales	22 699				22 004
Autres admin. publiques	297				297
Total Admin. publiques	59 741				61 702
Entreprises	861		87		948
Ménages	3 457			2 048	1 409
TOTAL	64 059				64 059

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	
État	3 846	12 752	6 987	4 745	464		2 069	11	566	29			31 469
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	10	16	3	185			278	42	689	34			1 257
Provinces :													
Iles Loyauté	817	20	2				3		86				929
Nord	1 630	39		65					195	14			1 944
Sud	4 674	139			1		4		159	2			4 980
Communes	1 752								28				1 780
Total Coll. Territoriales	8 884	198	18	68	1	1	285	42	1 158	50			10 891
Autres admn. publiques							16		79				246
Total Admn. publiques	12 731	12 950	7 004	4 813	1	1	2 370	53	1 804	80			42 607
Entreprises									560				633
Ménages	63	24	28	67			51	22	1	681			936
TOTAL	12 793	12 973	7 033	4 860	1	1	2 421	76	2 364	761			44 175

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financiers finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL Dépenses financiers finals
État	1 622	114	40	75	100	33 421	195	4			1	33 620
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	153					1 411		2		344		1 757
Provinces :												
Iles Loyauté	149		482			1 560	11				2	1 573
Nord	216		1 243	40		3 443	12				1	3 457
Sud	335		811	114	1	6 240	89	25			1	6 361
Communes			412			2 192	753	148			1	3 094
Total Coll. Territoriales	854		2 948	154	1	14 847	866	156		344	4	16 241
Autres admn. publiques						246						246
Total Admn. publiques	2 476	114	2 988	229	101	48 514	1 060	160		344	5	50 108
Entreprises					4	637						637
Ménages			1 759		6	2 701	55	842				3 598
TOTAL	2 476	114	4 747	229	111	51 852	1 115	1 002	25	344	5	54 343

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire							Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profe- sionnelle continue		Autre extrascolaire
État	4		902					57		34		997
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie								48		55		104
Provinces :												
Iles Loyauté		102										102
Nord	15	379		10								453
Sud	140	1 291	33	10						49		1 474
Communes	1 303											1 303
Total Coll. Territoriales	1 458	1 772	33	20			48			104		3 437
Autres admin. publiques							31					31
Total Admin. publiques	1 458	1 776	936	20			31	105		138		4 465
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 458	1 776	936	20			31	105		138		4 465

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes				TOTAL			Biens et services liés			Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Activités annexes	TOTAL	Transport scolaire	Fournitures	Habillage, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé			
État	22		309		1 328							1 328	
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie					104							104	
Provinces :													
Iles Loyauté				171	273							273	
Nord	1		61	515	515							515	
Sud			59	1 533	1 533							1 533	
Communes			20	1 323	1 323	23						1 346	
Total Coll. Territoriales	1		309	3 747	3 747	23						3 770	
Autres admin. publiques				31	31							31	
Total Admin. publiques	23		618	5 107	5 107	23						5 130	
Entreprises													
Ménages													
TOTAL	23		618	5 107	5 107	23						5 130	

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Formation extrascolaire		
État	3 846	12 755	7 889	4 745	464		2 126	11	600	29	32 467		
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	10	16	3			185	326	42	745	34	1 361		
Provinces :													
Iles Loyauté	817	123	2				3		86		1 032		
Nord	1 645	419		75					244	14	2 398		
Sud	4 814	1 429	33	10	1		4		159	2	6 454		
Communes	3 055								28		3 084		
Total Coll. Territoriales	10 343	1 971	51	88	1	185	334	42	1 263	50	14 328		
Autres admin. publiques						183	16		79		277		
Total Admin. publiques	14 189	14 726	7 940	4 833	1	368	2 475	53	1 942	80	47 072		
Entreprises	63	24	28	67		73			560		633		
Ménages							51	22	1	681	936		
TOTAL	14 252	14 750	7 968	4 900	1	465	2 526	76	2 503	761	49 641		

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL Formation extrascolaire	
État	1 644	114	349	75	100	34 749	195	4			1	34 949	
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	153					1 514		2		344		1 860	
Provinces :													
Iles Loyauté	149		652			1 833	11				2	1 846	
Nord	217		1 303	40		3 958	12				1	3 971	
Sud	335		870	114	1	7 773	89	6	25		1	7 894	
Communes	855		432	154	1	3 515	776	148			1	4 440	
Total Coll. Territoriales	2 499	114	3 257	229	101	18 594	889	156	25	344	4	20 012	
Autres admin. publiques						277						277	
Total Admin. publiques	2 499	114	3 606	229	101	53 621	1 083	160	25	344	5	55 238	
Entreprises					4	637						637	
Ménages			1 759		6	2 701	55	842				3 598	
TOTAL	2 499	114	5 365	229	111	56 959	1 138	1 002	25	344	5	59 473	

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	
État	331	11	62	3 736	8 048	85	11 869
Coll. Territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	238	42	518				22
Provinces :							
Iles Loyauté			22	25	306		330
Nord			41	218	620		838
Sud			135	238	353		596
Communes			3	38			26
Total Coll. Territoriales	238	42	718	519	1 278	53	1 851
Autres admin. publiques			75				
Total Admin. publiques	569	53	855	4 255	9 326	85	13 719
Entreprises			73				
Ménages	2	22	3	487	681		1 168
TOTAL	9 782	1 099	931	4 742	10 007	85	14 887

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	
État	472	40		31 506	1 789	100	27
Coll. Territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	223	36	89	1 260	141		10
Provinces :							
Iles Loyauté				1 407	119	30	5
Nord				3 058	132	83	170
Sud	6			5 890	250	85	15
Communes				2 192			1
Total Coll. Territoriales	229	100	89	13 808	642	199	201
Autres admin. publiques				246			
Total Admin. publiques	401	572	89	45 560	2 431	199	228
Entreprises	75		175	633		4	637
Ménages	17	4	701	2 695		6	2 701
TOTAL	493	576	1 052	48 868	2 431	199	228

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant							
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'ensei- gnement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
État		1 226	46				1 272					
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie				48		55	103					
Provinces :												
Iles Loyauté		272					272		1			1
Nord	15	353					368		97			97
Sud	101	1 234					1 336	39	158			197
Communes	1 323						1 323					
Total Coll. Territoriales	1 439	1 860		48		55	3 403	39	256			294
Autres admin. publiques			46				4 675	39	256			294
Total Admin. publiques	1 439	3 086	46	48		55	4 675	39	256			294
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 439	3 086	46	48	0	55	4 675	39	256			294

Unité : millions de F.CFP	Éts. gérés par des organismes consultaires			Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL				
	Éts. gérés par des organismes consultaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Autres producteurs privés	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État										22				1 328
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie														104
Provinces :														
Iles Loyauté							49							273
Nord										1				515
Sud														1 533
Communes														1 323
Total Coll. Territoriales							49			1				3 747
Autres admin. publiques	31						49							31
Total Admin. publiques	31		34				49			23				5 107
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	31		34				49			23				5 107

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	3 rd degré	
État	331	11	62	3 736	8 048	85	11 869
Coll. Territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	286	42	574			22	22
Provinces :							
Iles Loyauté	453		22	25	307		331
Nord	936		41	218	716		935
Sud	1 685		135	276	511	5	793
Communes	3 449		3	38		26	64
Total Coll. Territoriales	10 685	42	774	558	1 534	53	2 145
Autres admin. publiques			75				
Total Admin. publiques	10 795	53	910	4 294	9 582	85	14 014
Entreprises	426	22	73	487	681		1 168
Ménages			3				
TOTAL	11 221	22 293	1 145	4 781	10 263	85	15 182

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	
État	506	40		32 812	1 811	100	34 750
Coll. Territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	223	36	89	1 363	141	10	1 514
Provinces :							
Iles Loyauté	64		49	1 681	119	30	1 835
Nord				3 572	133	83	3 959
Sud	6			7 423	250	85	7 774
Communes			138	3 515	643	199	3 516
Total Coll. Territoriales	229	100	138	17 554	2 454	1 201	18 598
Autres admin. publiques	202	40	138	277			277
Total Admin. publiques	432	606	138	50 644	2 454	101	53 626
Entreprises	75		262	633		4	637
Ménages	17	4	701	2 695		6	2 701
TOTAL	524	610	40	53 972	2 454	111	56 964

Transferts entre les unités de financement en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	33 620	183	1 318		35 121
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 757			530	1 226
Provinces :					
Iles Loyauté	1 573	398		339	1 631
Nord	3 457	620		262	3 814
Sud	6 361	819			7 180
Communes	3 094			278	2 816
Total Coll. Territoriales	16 241				16 668
Autres admin. publiques	246				246
Total Admin. publiques	50 108				52 036
Entreprises	637		92		729
Ménages	3 598			2 019	1 578
TOTAL	54 343				54 343

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 328		1 559		2 888
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	104				104
Provinces :					
Iles Loyauté	273			277	-4
Nord	515			541	-26
Sud	1 533			742	791
Communes	1 346				1 346
Total Coll. Territoriales	3 770				2 211
Autres admin. publiques	31				31
Total Admin. publiques	5 130				5 130
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	5 130				5 130

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	34 949	183	2 877		38 009
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 860			530	1 330
Provinces :					
Iles Loyauté	1 846	398		616	1 628
Nord	3 971	620		803	3 788
Sud	7 894	819		742	7 971
Communes	4 440			278	4 162
Total Coll. Territoriales	20 012				18 879
Autres admin. publiques	277				277
Total Admin. publiques	55 238				57 165
Entreprises	637		92		729
Ménages	3 598			2 019	1 578
TOTAL	59 473				59 473

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profe- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Formation Profe- sionnelle continue extrascolaire		
État	3 738	12 302	6 569	4 592	414			1 910	17	620	48	30 208		
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie			16				201	265	45	637	41	1 204		
Provinces :														
Iles Loyauté	803	20	2					3		72		901		
Nord	1 586	52		69				4	12	170	12	1 887		
Sud	4 520	137			1					114	28	4 822		
Communes	1 564				2					26		1 593		
Total Coll. Territoriales	8 473	209	18	69	1	1	201	272	57	1 018	82	10 408		
Autres admin. publiques							102	11		70		183		
Total Admin. publiques	12 211	12 511	6 587	4 660	8	415	304	2 192	74	1 709	129	40 800		
Entreprises	62	22	27	65				46	20	437	650	894		
Ménages										3		437		
TOTAL	12 272	12 534	6 614	4 725	8	415	304	2 238	93	2 148	779	42 130		

Unité : millions de F.CFP	Activités annexes										Biens et services liés			TOTAL Dépenses financiers finals
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habille- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL Rémunération du per- sonnel en formation		
État	1 608	114	34	65	82	32 112	199	21			3	32 335		
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	134					1 339				317		1 656		
Provinces :														
Iles Loyauté	184		519			1 604	23				2	1 629		
Nord	214		1 178	40		3 320	7					3 327		
Sud	365		818	111		6 116	81	6	3		1	6 206		
Communes	897		384			1 977	720	133			1	2 830		
Total Coll. Territoriales	897	114	2 899	152	82	14 355	831	138	3	317	4	15 648		
Autres admin. publiques						183						183		
Total Admin. publiques	2 505	114	2 934	217	82	46 651	1 031	159	3	317	7	48 167		
Entreprises						440						440		
Ménages			1 656			2 554	42	829				3 425		
TOTAL	2 505	114	4 590	217	89	49 645	1 072	998	3	317	7	52 032		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP

	Enseignement scolaire					Enseignement artistique	Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement			
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé		Spécial non ventilé	Apprentissage		Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue
État	8	1 118	1			58	32					1 218
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie						6	63		1			71
Provinces :												
Iles Loyauté	113											113
Nord	38	540										578
Sud	74	436	3	32	4							549
Communes	1 065											1 065
Total Coll. Territoriales	1 177	1 089	3	32	4	6	63		1			2 375
Autres admin. publiques						25						25
Total Admin. publiques	1 177	1 096	1 121	33	4	65	96		1			3 618
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 177	1 096	1 121	33	4	65	96	1	1	25	96	3 618

Unité : millions de F.CFP

	Activités annexes				TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Biens et services liés			Autres Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire		Documentation pédagogique	Transport scolaire	Fournitures			
État	125	16			1 359						1 359
Coll. Territoriales :											
Nouvelle-Calédonie				2	72						72
Provinces :											
Iles Loyauté			21		133						133
Nord			277		856						856
Sud			155		704				9		713
Communes			79		1 144	32					1 176
Total Coll. Territoriales			532	2	2 909	32			9		2 950
Autres admin. publiques					25						25
Total Admin. publiques	125		549	2	4 294	32			9		4 335
Entreprises											
Ménages											
TOTAL	125	549	549	2	4 294	32	9	9	9	9	4 335

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire		
État	3 738	12 310	7 687	4 593	414	17	1 968	17	652	48	31 426		
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie			16			46	271	46	701	41	1 275		
Provinces :													
Iles Loyauté	803	133	2	69		3	3		72	12	1 014		
Nord	1 624	592		32	5	4		12	170	28	2 466		
Sud	4 594	573	3	100		20	278	58	1 114	82	5 371		
Communes	2 629			4 693		8	11	75	26		2 658		
Total Coll. Territoriales	9 650	1 298	7 707	4 693	419	8	2 257	75	1 082	129	12 783		
Autres admin. publiques	13 388	13 608		65		8	46	20	70		209		
Total Admin. publiques	13 388	13 608	7 707	4 693	419	8	2 257	75	1 804	129	44 418		
Entreprises	62	22	27	65					437	650	437		
Ménages									3		894		
TOTAL	13 449	13 630	7 735	4 758	419	8	2 302	94	2 244	779	45 748		

Unité : millions de F.CFP	TOTAL										TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habille- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	
État	1 733	114	51	65	82	33 471	199	21	3	33 694	
Coll. Territoriales :											
Nouvelle-Calédonie	134				2	1 411				317	1 728
Provinces :											
Iles Loyauté	184		540	40		1 737	23			2	1 763
Nord	214		1 455	111		4 176	7	6		10	4 183
Sud	365		974	463		6 820	81	133		1	6 919
Communes	897		3 432	152	2	3 121	752	138		13	4 006
Total Coll. Territoriales	2 630	114	3 482	217	84	50 945	1 062	159	3	317	18 598
Autres admin. publiques					3	440					209
Total Admin. publiques	2 630	114	3 482	217	84	50 945	1 062	159	3	317	52 501
Entreprises					4	2 554	42	829			440
Ménages											3 425
TOTAL	2 630	114	5 139	217	91	53 939	1 104	988	3	317	56 366

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total					
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'ensei- gnement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
Unité : millions de F.CFP													
État	96	16 883	957	279	17	88	18 321	3 641	7 670	84		11 395	
Coll. Territoriales :													
Nouvelle-Calédonie		73	1	214	45	514	846			25		25	
Provinces :													
Iles Loyauté	796	189				27	1 011	27	334			360	
Nord	1 553	530				36	2 118	216	626			842	
Sud	4 543	418			36	106	5 103	253	380	4		637	
Communes	1 909	2				3	1 915	39		7		46	
Total Coll. Territoriales	8 800	1 212	1	214	80	686	10 993	535	1 340	36		1 911	
Autres admin. publiques						72	72						
Total Admin. publiques	8 896	18 095	958	493	97	846	29 386	4 176	9 010	84	36	13 306	
Entreprises		53				37	90						
Ménages	419	283	25	1	20	27	775	462	647			1 109	
TOTAL	9 316	18 431	993	495	117	910	30 251	4 638	9 657	84	36	14 415	

	Éts. gérés par des organismes consulaires			Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL			TOTAL Tous producteurs	
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	Autres Administration du privé	CDP	Non ventilé		
Unité : millions de F.CFP														
État			38				30 263	1 740			82	30	32 115	
Coll. Territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	223	41		72			1 206	122				11	1 339	
Provinces :														
Iles Loyauté		45					1 417	151	33			3	1 604	
Nord							2 960	131	83			146	3 320	
Sud	5						5 745	265	93			14	6 117	
Communes							1 961					1	1 962	
Total Coll. Territoriales	228	85	38	72	160	900	13 290	668	209	209	174	14 341		
Autres admin. publiques	112						183						183	
Total Admin. publiques	340	594	38	72	160	900	43 736	2 408	209	82	204	46 639		
Entreprises	4						437					3	440	
Ménages	15	4		647			2 550					4	2 554	
TOTAL	360	598	38	900	160	900	46 723	2 408	209	89	204	49 634		

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres étab. enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	
État							
Coll. Territoriales :							
Nouvelle-Calédonie			63				
Provinces :							
Iles Loyauté							
Nord						27	27
Sud						99	99
Communes						169	202
Total Coll. Territoriales			63			294	328
Autres admin. publiques							
Total Admin. publiques			63			294	328
Entreprises							
Ménages							
TOTAL	1 149	53	63	33	2 434	294	3 282

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL Producteurs d'enseignement	TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Administration publique	Administration du privé	CDP		
État								
Coll. Territoriales :								
Nouvelle-Calédonie								
Provinces :								
Iles Loyauté								
Nord								
Sud								
Communes								
Total Coll. Territoriales								
Autres admin. publiques								
Total Admin. publiques								
Entreprises								
Ménages								
TOTAL	25	32	32	4 167	125	2	9	4 303

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : millions de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant				Total			
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta. d'ensei- gnement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré		2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État	96	18 032	1 011	279	17	88	19 523	3 641	7 670	84		11 395
Coll. Territoriales :												
Nouvelle-Calédonie		73	1	220	46	577	916			25		25
Provinces :												
Iles Loyauté	796	295				27	1 118	27	361			387
Nord	1 591	1 248				36	2 875	216	725			941
Sud	4 584	879			36	106	5 605	286	549	4		839
Communes	3 053	2				3	3 059	39		7		46
Total Coll. Territoriales	10 023	2 498	1	220	81	750	13 573	568	1 634	36		2 239
Autres admin. publiques						72	72					
Total Admin. publiques	10 120	20 530	1 011	499	98	909	33 167	4 209	9 305	84	36	13 634
Entreprises	419	283	25	1	20	27	775	462	647			1 109
Ménages												
TOTAL	10 539	20 865	1 036	501	118	974	34 033	4 671	9 951	84	36	14 743

Unité : millions de F.CFP	Éts. gérés par des organismes consulaires			Autres producteurs d'enseignement			Centres de formation in- ternes aux entreprises			Autres producteurs privés			TOTAL		
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	Autres Administration du privé	Administration publique	Administration du privé	Autres Administration du privé	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État			38					31 498			1 865	82		30	33 474
Coll. Territoriales :															
Nouvelle-Calédonie	223	41			72		72	1 277			122	2		11	1 411
Provinces :															
Iles Loyauté		45						1 550			151	33		3	1 737
Nord								3 816			131	83		146	4 176
Sud	5							6 449			265	93		23	6 830
Communes								3 105						1	3 106
Total Coll. Territoriales	228	85			72		72	16 197			669	209		183	17 259
Autres admin. publiques	137							209							209
Total Admin. publiques	365	627		38	72		72	47 903			2 533	209		213	50 942
Entreprises	4					160	182	437						3	440
Ménages	15	4			647		647	2 550						4	2 554
TOTAL	365	631	38	38	900	160	900	50 890			2 533	209		213	53 936

Transferts entre les unités de financement en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	32 335	146	1 131		33 612
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 656			549	1 107
Provinces :					
Iles Loyauté	1 629	406		286	1 749
Nord	3 327	600		128	3 799
Sud	6 206	787			6 993
Communes	2 830		255		2 576
Total Coll. Territoriales	15 648				16 223
Autres admin. publiques	183				183
Total Admin. publiques	48 167				50 019
Entreprises	440		87		527
Ménages	3 425			1 939	1 486
TOTAL	52 032				52 032

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 359		1 127		2 487
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	72				72
Provinces :					
Iles Loyauté	133			68	65
Nord	856			234	622
Sud	713			825	-112
Communes	1 176				1 176
Total Coll. Territoriales	2 950				1 823
Autres admin. publiques	25				25
Total Admin. publiques	4 335				4 335
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 335				4 335

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : millions de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	33 694	146	2 258		36 099
Coll. Territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 728			549	1 179
Provinces :					
Iles Loyauté	1 763	406		354	1 814
Nord	4 183	600		362	4 421
Sud	6 919	787		825	6 881
Communes	4 006			255	3 752
Total Coll. Territoriales	18 598				18 046
Autres admin. publiques	209				209
Total Admin. publiques	52 501				54 353
Entreprises	440		87		527
Ménages	3 425			1 939	1 486
TOTAL	56 366				56 366

Traitement des données qui a abouti aux présents résultats

Les financements de l'État sont estimés à partir des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie que nous transmet la Direction de la Comptabilité Publique ; les financements des provinces, de la Nouvelle-Calédonie et des communes ont été définis sur la base de leurs comptes administratifs. Certaines informations complémentaires nous sont fournies par des services spécialisés (directions de la formation et de l'enseignement, directions de l'équipement, ...) et les intervenants du domaine (en particulier la DDEC).

Les comptes des ménages sont reconstitués à partir de leur participation sous forme d'inscriptions ou de cotisations ; leurs dépenses en fournitures scolaires et livres sont estimées à partir des dépenses par élève calculées en métropole, les résultats obtenus étant recoupés par les importations de ces biens. Cette estimation devrait être basée sur une enquête consommation des ménages dont nous ne disposons pas, ce qui en outre explique que les dépenses des ménages pour l'habillement, les loisirs et autres biens et services liés ne soient pas renseignées.

Les dépenses des entreprises en faveur de l'éducation sont certainement sous-évaluées puisque reconstituées essentiellement à partir de leurs déclarations auprès de la direction de la formation professionnelle continue. Nous avons également utilisé les sources fiscales et de la CAFAT pour traiter les établissements d'enseignement privé qui ne sont pas sous contrat.

Un arbitrage est effectué entre les financements versés (en particulier par les administrations publiques) et les déclarations des établissements financés ; en effet un décalage comptable peut exister.

Il convient d'avertir le lecteur des points suivants :

- Ne disposant pas d'informations quant à la nature des établissements bénéficiant de l'intervention des provinces en matière d'investissement, le montant global de ces dépenses a été ventilé arbitrairement. Elles sont affectées par défaut à l'activité d'enseignement du 2nd degré et aux établissements d'enseignement du 2nd degré, publics et privés, pour les provinces Nord et Îles Loyauté et en fonction des dépenses contractualisées pour la province Sud. Néanmoins, les informations nécessaires devraient nous parvenir ultérieurement.
- Le financement de la **médecine scolaire** tel que présenté dans les comptes se résume, pour l'État, à l'estimation des rémunérations du personnel in-

firmier (à partir d'informations du Vice-Rectorat) et se base, pour les provinces Nord et Sud, sur des travaux d'estimation des coûts endossés par les directions des affaires sanitaires de ces institutions. La province des Îles Loyauté ne nous a pas transmis d'informations comparables.

- Les dépenses de l'État pour l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle comprennent également des dépenses pour les activités annexes de ce niveau d'enseignement ; il nous est impossible d'isoler celles-ci.
- Les dépenses des administrations pour la formation continue de leurs agents n'ont pu être ventilées en fonction du producteur de cette formation.
- Nous ne sommes pas en mesure de distinguer les dépenses de l'**Université de la Nouvelle-Calédonie** pour l'enseignement supérieur de celles pour la formation continue, par conséquent les recettes et dépenses de l'Université sont entièrement affectées à l'enseignement supérieur.
- L'analyse et le traitement des opérations de financement et refinancement dans le cadre des contrats d'agglomération n'est pas complet.
- L'analyse des établissements d'enseignement privés sous contrat est biaisée par l'absence de données précises sur les dépenses de l'ASEE et de la FELP.
- Absence de données du CNED.
- L'**activité d'internat** est automatiquement attribuée aux établissements d'enseignement du 2nd degré.
- La distinction au sein de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle (correspondant à l'activité d'enseignement des lycées) entre le général, le technique et le professionnel, n'est pas retenue pour l'analyse, bien que conservée dans les tableaux. En effet, les sources utilisées ne pratiquent pas systématiquement cette distinction et leurs critères divergent. Même remarque pour la distinction entre les enseignements préélémentaire et élémentaire qui sont agrégés dans l'enseignement du 1^{er} degré.
- Les caisses des écoles n'apparaissent pas en tant que producteurs puisque l'activité de cantines est attribuée aux écoles.
- Nous ne disposons pas encore d'informations suffisantes pour présenter les derniers tableaux qui retracent les dépenses des producteurs du domaine de l'éducation. Leur intérêt étant d'isoler les dépenses de personnel, la part de ces dépenses a été estimée.
- L'évaluation des autres charges sociales de l'État inscrites au budget des charges communes n'a pu être réalisée.

